

Benchaâboun déplaçonne

Corona oblige, le ministre des Finances ne recourt pas à l'endettement de gaieté de coeur

Page 3



Libération

www.libe.ma

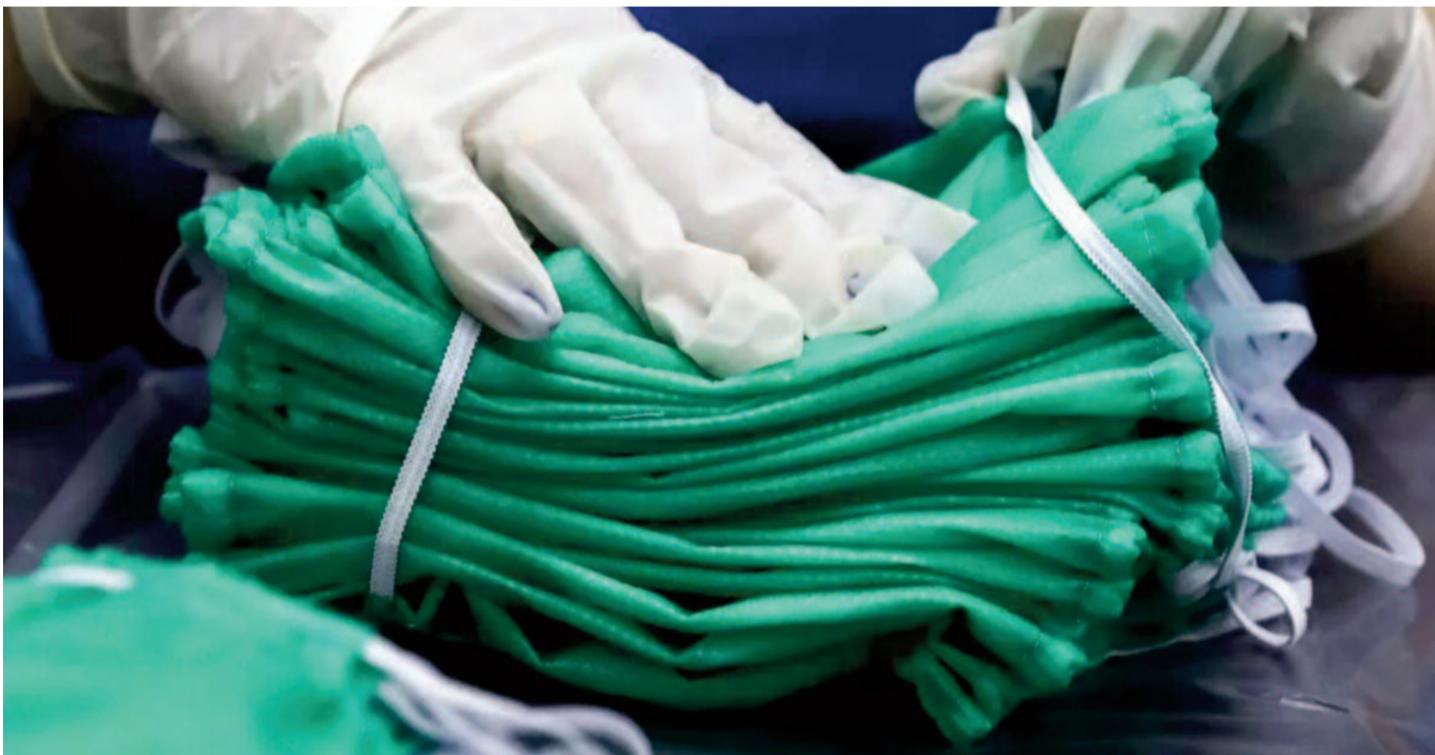
Directeur de Publication et de la Rédaction : **Mohamed Benarbia**

Prix: 4 DH

N°: 8983

Mercredi 8 Avril 2020

Cherche masque désespérément



Hier encore décrié, qualifié de nul et d'inutile, le masque a soudainement retrouvé toutes les lettres d'une noblesse supposée.

Nombreux sont les pays qui, de par le monde, se sont mêlés à la danse d'une volte-face qui ne dit pas son nom. Le Maroc en fait partie. Il n'y a pas de raison qu'il en soit autrement d'autant que notre pays a devancé bien d'autres dans la gestion de l'ex-épidémie avant qu'elle ne soit promue pandémie.

A propos de cette réhabilitation du masque, force est de constater que notre Maroc ne fait pas dans la demi-mesure. Aussi, se sont-ils mis à quatre départements, et non des moindres, pour nous aviser, que dis-je, pour nous infliger le port trop brusquement obligatoire du masque (voir P 3). Et là, nos valeureux responsables n'y sont pas allés avec le dos de la cuillère. Appréhension, amende et

incarcération guetteront les « contrevenants ». Un futur qui n'est pas à sa place puisque l'injonction est effective illico presto ou presque. Elle est annoncée le soir et elle vous signifie que vous êtes en infraction à partir de minuit.

Le ton est ferme, la détermination est manifeste et le verbe est ... menaçant. A tel point que Zahra Ihel, la douce et charmante présentatrice du J.T, avait du mal à suivre la cadence.

Qu'à cela ne tienne et, on ne le répètera jamais assez, à situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles. Certes, mais là où le bât blesse, c'est que cette fermeté somme toute légitime, aura eu l'effet contraire.

Les masques proposés et en nombre, soit dit en passant, ont dû subir le même sort, la même folie « boulimique » que celle qu'avait essayée ... le papier hygiénique.

Résultat, bon nombre de citoyens ne savaient plus où donner de la tête pour protéger

leurs orifices buccales et nasales. En ce mardi déclaré jour « J », ni grandes surfaces, ni, encore moins, épiceries n'ont été en mesure de répondre à une demande si exponentielle.

Et, la peur au ventre, de braves et très débrouillards citoyens se sont vus contraints de recourir au système « D ». S'il y en a aujourd'hui qui, à moto, se font coiffer d'une espèce de couscoussier en guise de casque, on a vu hier dans la rue ceux qui se sont affublés d'un torchon avec deux bouts de ficelle de fortune et qu'ils enlevaient ou remettaient suivant l'humeur ou selon la présence ou non de quelques uniformes dans les parages.

Sensibilisez, sensibilisez! Il en restera toujours quelque chose.

Et après, sévissez tant que vous voulez, et ce, bien évidemment, dans le cadre du respect de la loi et l'état d'exception qui va avec.

Mohamed Benarbia

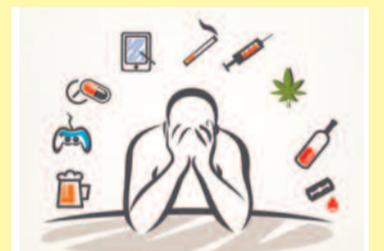
Douleur, solitude et peur de la mort



Témoignages glaçants des personnes atteintes de par le monde

Pages 11-12

L'AMA met en place une cellule d'écoute au profit des usagers de drogues et leurs proches



La ligne d'appel gratuite "06 60 63 58 16" est ouverte du lundi au vendredi

Page 8

Les ONG montent au créneau contre les propos racistes tenus sur LCI



Page 7

Benchaâboun déplaçonne

Corona oblige. Le ministre des Finances ne recourt pas à l'endettement de gaieté de coeur

Actualité



L'Etat prévoit de déplaçonner ses emprunts extérieurs. Le projet de décret-loi examiné lundi dernier en Conseil de gouvernement prévoit le dépassement de ces emprunts fixés par la loi de Finances à 31 milliards de DH.

« Le Maroc a toujours fait appel à l'endettement extérieur et il n'y avait pas, par le passé, de limites à ce recours au marché des emprunts internationaux. L'Etat s'endettait quand il le voulait. Cette tendance à l'endettement se poursuit jusqu'à présent, mais avec certaines réserves et limites », nous a indiqué Mohamed Kerkab, professeur à la Faculté des sciences économiques, juridiques et sociales de l'Université Cadi Ayyad. Et de poursuivre : « Aujourd'hui, dans le contexte de la crise du Covid-19, l'Etat marocain doit faire face à un problème de taille, à savoir trouver des emprunteurs sur le marché international. En effet, notre pays ne présente pas de garanties suffisantes aux banques commerciales européennes ou japonaises puisque ses ressources en devises sont largement touchées par le repli de la croissance de ses partenaires économiques, notamment européens ». L'UE, souligne-t-on à ce propos, représente plus de 58% des exportations marocaines, 59% du stock d'IDE, 70% des recettes touristiques et 69% des transferts des Marocains résidant à l'étranger (MRE).

Selon notre source, l'arrêt temporaire de l'activité de Renault et de PSA qui représentent 27% du volume des exportations, la baisse des flux d'activité de l'offshoring, la chute du nombre de touristes et la diminution des

recettes des Marocains du monde impacteront inéluctablement les exportations du Maroc et, du coup, ses recettes en devises. « Il faut s'attendre à des pertes estimées à 5 milliards de dollars en devises », nous a-t-elle précisé. Et d'ajouter : « Le recours à des institutions financières mondiales comme la banque mondiale ne sera pas la bonne solution puisque les sommes prêtées par cette banque ne dépassent pas les deux milliards de DH, ce qui est loin de satisfaire les besoins de notre pays en devises. Le recours au marché international sera difficile même si le Maroc le veut ».

Mohamed Kerkab estime, en outre, que le Fonds spécial dédié à la gestion de la pandémie du Coronavirus (Covid-19), mis en place sur instructions de SM le Roi Mohammed VI doté aujourd'hui de plus de 23,5 milliards de dirhams (MMDH) sauvera la mise en permettant à l'Etat de ne pas recourir au budget normal. A rappeler que ce fonds réservé essentiellement à la prise en charge des dépenses de mise à niveau du dispositif médical, est également dédié au soutien de l'économie nationale pour faire face aux chocs induits par cette pandémie à travers des mesures proposées par le CVE, en vue d'atténuer notamment les impacts sur le plan social.

Cependant, notre interlocuteur considère le recours à l'endettement extérieur comme une catastrophe pour l'économie marocaine. « Supposons que le marché international a accepté de nous accorder un prêt, qui va payer les intérêts de ce crédit ? Il faut savoir que mêmes les crédits oc-

troyés dans le cadre de l'aide au développement sont à 98% des prêts remboursables avec des conditions favorables et seulement 2% sont des dons. Même les crédits accordés par des banques comme la BAD ou la BM sont octroyés à des taux de marchés sans rééchelonnement et doivent être payés », a-t-il conclu. Ceci d'autant plus que ces dettes ne sont pas destinées à l'investissement. Hicham Attouch, professeur d'économie à l'Université Mohammed V à Rabat, nous a déjà affirmé que notre pays vit

aujourd'hui un surendettement et qu'il y a une recherche d'endettement supplémentaire, ce qui est très coûteux pour l'économie nationale et le budget de l'Etat. Selon lui, cette situation est la traduction d'un modèle de développement asphyxié et d'un mode d'endettement exagéré qui ne correspond pas à nos ambitions de développement. Une situation qu'il ne faut pas sous-estimer car la question de l'endettement a atteint un taux très élevé au Maroc.

Hassan Bentaleb

Les méfaits du coronavirus planent sur la réunion du Conseil de gouvernement

Le ministre de l'Economie, des Finances et de la Réforme de l'administration, Mohamed Benchaâboun, a réitéré, lundi, la nécessité d'accélérer les paiements au profit des entreprises, notamment les TPE et les PME, en vue de leur permettre d'honorer leurs engagements financiers, de préserver les postes d'emploi et d'atténuer ainsi les répercussions sociales de la pandémie du coronavirus.

Présentant un exposé lors d'une réunion du Conseil de gouvernement sur le contexte économique international et national impacté par les répercussions négatives de la pandémie du coronavirus, il a mis l'accent sur la nécessité de prendre des mesures urgentes pour limiter son impact à travers notamment l'orientation de la dépense publique vers les priorités aux niveaux sanitaire, social et économique, conformément aux Hautes orientations Royales, indique un communiqué du ministre de la Culture, de la Jeunesse et des Sports, porte-parole du gouvernement, rendu public à l'issue de la réunion du Conseil.

Il a aussi abordé les mesures à prendre en vue d'une gestion idoine des dépenses publiques lors de cette période exceptionnelle en fixant les priorités au niveau des engagements des dépenses à venir de l'Etat et des établissements publics, ajoute la même source.

Le ministre a aussi passé en revue les mécanismes juridiques et organisationnels qui permettront de mettre en oeuvre ces mesures d'une manière urgente et avec l'efficacité et l'efficacités nécessaires en vue de limiter les répercussions de la pandémie du coronavirus sur l'économie nationale et les équilibres financiers et extérieurs du Royaume, souligne le communiqué.

Saâd Dine El Otmani : *Le Maroc aborde un tournant qui nécessite le renforcement des mesures préventives*

Le Maroc aborde un tournant crucial dans sa lutte contre l'épidémie du nouveau coronavirus même si l'évolution des cas est encore moyenne, a souligné, lundi à Rabat, le chef du gouvernement, Saâd Dine El Otmani, appelant au renforcement du respect des mesures préventives et au suivi des orientations des pouvoirs publics.

S'exprimant à l'ouverture de la réunion du Conseil de gouvernement, il a souligné que grâce aux "orientations proactives et humaines de S.M le Roi, le Royaume a pu faire face, dans la mesure du possible", à ce stade marqué par une large propagation au niveau mondial de la pandémie, qui a touché plus de 200 pays, a fait plus de 1,25 million de cas de contamination et causé plus de 70.000 décès, indique un communiqué du ministre de la Culture, de la Jeunesse et des Sports, porte-parole du gouvernement, rendu public à l'issue du Conseil.

On aborde aujourd'hui un tournant crucial même si l'évolution des cas est moyenne et on est

toujours dans le stade 2, a-t-il insisté, mettant en avant les efforts déployés pour endiguer la pandémie, ainsi que "la forte mobilisation, la solidarité et l'engagement" dont a fait preuve le peuple marocain.

Le Royaume enregistre actuellement plus de 100 cas de contamination quotidiennement, avec un total de plus de 1.140 cas confirmés et plus de 83 décès et 88 guérisons, a rappelé le chef du gouvernement, soulignant la nécessité de poursuivre la mobilisation pour faire face à cette pandémie à travers la vigilance et le respect des moyens de protection et de prévention notamment avec le changement épidémiologique du virus au Maroc puisqu'on est passé de cas importés à 80% de cas locaux.

Plusieurs foyers épidémiques sont enregistrés en milieu familial à cause de l'organisation de certaines cérémonies familiales qui ne prennent pas en considération les mesures préventives, a-t-il fait observer, notant toutefois que la majorité du peuple marocain respecte la distanciation sociale et les mesures préventives et suit les

orientations des pouvoirs publics.

Tout cela reste insuffisant, a estimé Saâd Dine El Otmani, insistant sur la nécessité de respecter davantage ces mesures et réitérant son appel aux citoyens à rester chez eux.

Evoquant la grâce Royale au profit de 5.654 détenus, le chef

du gouvernement a souligné que cette initiative a été accueillie avec joie par des milliers de familles marocaines, rappelant que conformément aux Hautes instructions Royales, les bénéficiaires de la grâce Royale seront soumis à une surveillance, à des tests médicaux, ainsi qu'à la mise en quarantaine nécessaire à leur domicile, pour assurer leur sécurité.

Cette initiative Royale vient s'ajouter à d'autres gestes dont la création du Fonds spécial dédié à la gestion de la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19).

Dans son allocution, Saâd Dine El Otmani a salué la mobilisation des différents intervenants, notamment le personnel médical et les services de sécurité, ainsi que le secteur industriel pour le développement et l'adaptation de sa capacité de production en vue d'accompagner les mutations imposées par l'épidémie.

Le chef du gouvernement a indiqué, à cette occasion, que plusieurs petites et moyennes entreprises ont, dans ce cadre, présenté des propositions qui ont

été retenues et soutenues par le gouvernement pour pouvoir répondre aux besoins du pays dans cette conjoncture, affirmant que plusieurs usines de textile produiront près de 2,5 millions de masques de protection par jour.

Saâd Dine El Otmani a, en outre, rappelé le versement, à partir du lundi, de l'indemnité de soutien au profit des citoyens travaillant dans le secteur informel et disposant de la carte du RAMED, notant qu'il s'agit d'une des mesures proposées par le Comité de veille économique pour soutenir les personnes en arrêt de travail, y compris les employés du secteur formel dont les entreprises ont cessé leurs activités.

Le chef du gouvernement a assuré que le gouvernement veillera à ce que ce soutien bénéficie, dans une prochaine étape, aux professionnels en arrêt de travail et qui ne disposent pas de carte RAMED et ne sont pas inscrits à la Caisse nationale de sécurité sociale, notant que cet appui s'inscrit dans le cadre d'un système complémentaire visant à alléger les conséquences de cette épidémie sur les citoyens.



Production de près de 2,5 millions de masques par jour

Obligation du port du masque de protection depuis hier

Le prix de vente fixé à 80 centimes l'unité



Les autorités publiques ont décidé de l'obligation du port du masque de protection depuis hier mardi pour l'ensemble des personnes autorisées à se déplacer en dehors de leur lieu de résidence

dans les cas d'exception fixés auparavant.

Cette mesure s'inscrit dans le cadre des efforts déployés pour lutter contre la propagation de l'épidémie du nouveau coronavirus

(Covid-19), et conformément aux Hautes instructions de S.M le Roi Mohammed VI concernant la prise des mesures nécessaires pour garantir la disponibilité des masques de protection pour l'ensemble des ci-

toyens à un prix raisonnable, et sur la base de l'article 3 du décret-loi 2.20.292, indique un communiqué conjoint des ministères de l'Intérieur, de la Santé, de l'Economie, des Finances et de la Réforme de

l'Administration et de l'Industrie, du Commerce et de l'Economie verte et numérique.

Pour garantir la disponibilité de ces masques en quantités suffisantes, et dans le cadre de l'application des Hautes instructions Royales, les autorités ont mobilisé un ensemble d'industriels nationaux pour l'approvisionnement du marché national en ces masques de protection, ajoute la même source, précisant que leur prix de vente a été fixé à 80 centimes l'unité et ce avec le soutien du Fonds spécial dédié à la gestion de la pandémie du Covid-19.

Dans ce cadre, toutes les mesures nécessaires ont été prises pour garantir la commercialisation des masques de protection au niveau de l'ensemble des commerces de proximité, indique le communiqué.

Le port du masque est un devoir et une obligation et tout contrevenant est passible des sanctions prévues par l'article 4 du décret-loi 2.20.292 qui prévoit une peine de prison allant d'un à trois mois et d'une amende entre 300 et 1.300 DH, ou l'une des deux en respectant le principe de la peine la plus lourde, conclut la même source.

Hind Ezzine : *Tous ceux qui ont été en contact avec des personnes infectées risquent la contamination*



Toute personne ayant été en contact avec des personnes infectées au Covid-19 risque la contamination jusqu'à preuve du contraire, a déclaré, lundi, le chef du service des maladies épidémiques à la Direction de l'épidémiologie relevant du ministère de la Santé, Hind Ezzine.

Sur cette base, les personnes en contact avec des personnes infectées sont tenues de suivre strictement les instructions et les recommandations du ministère de la Santé pour faire face au coronavirus, afin de limiter la vitesse de sa propagation au Maroc, a-t-elle indiqué, lors de la réunion interactive diffu-

sée en direct par le ministère de la Santé, sur sa page officielle sur Facebook.

Quiconque ayant été en contact étroit avec un cas confirmé pendant une période d'environ 15 minutes, sans utiliser de protections médicales, doit appeler les numéros attribués par le ministère de la Santé pour recevoir des conseils et des directives à suivre concernant la gestion des symptômes du virus, a souligné dans ce sens Hind Ezzine.

Le ministère de la Santé reste en contact quotidien avec les personnes ayant été en contact avec des personnes testées positives afin de vérifier leur état de santé, et en même temps les invites

à informer le ministère sur tout autre symptôme qui apparaît, pendant la durée de la période d'incubation de 14 jours, avant de considérer ces personnes non porteuses du virus, a déclaré la responsable, ajoutant que si des symptômes tels que la toux sèche apparaissent, une analyse en laboratoire est nécessaire.

Concernant les comportements à adopter durant la période de suivi, la responsable a déclaré que l'isolement à domicile est préconisé (une pièce spéciale si possible avec une ventilation régulière), et l'utilisation d'ustensiles individuels pour la nourriture et le nettoyage

par la personne suivie, en évitant les espaces partagés avec les membres de la famille autant que possible.

Ces mesures de précaution concernent également l'hygiène personnelle, avec le port d'un masque médical de protection lors de tout contact nécessaire avec les membres de la famille pour éviter la transmission de l'infection, ainsi que le nettoyage et la stérilisation des surfaces contaminées que la personne suivie est censée avoir touchées, a-t-elle ajouté, soulignant la nécessité de nettoyer continuellement les habits de cette personne, de manière séparée pendant 30 minutes, en plus de l'utilisation des solutions hydroalcooliques sur les déchets de la personne en question.

Dans la partie d'interaction en direct avec les questions des citoyens, la responsable a indiqué que la limitation de la vitesse de propagation du virus dépend de l'engagement des citoyens vis-à-vis des instructions et directives approuvées par les autorités compétentes. Et d'ajouter que le Covid-19 est un virus nouvellement émergent et que les données scientifiques le concernant sont en constante évolution, ce qui fait que la manière dont il est traité change en fonction de la nécessité et des dernières études publiées par l'Organisation mondiale de la santé.

D'un autre côté, Hind Ezzine a indiqué que le ministère de la Santé est en train d'évaluer la méthode des tests rapides en laboratoire pour détecter le virus, en vue de leur utilisation prochainement.

Le ministère de la Santé, par le biais de sa page officielle sur le réseau social Facebook, continue de répondre via ses entretiens interactifs diffusés en direct, aux sujets de préoccupation concernant l'émergence du Covid-19, pour éclairer les citoyens et les informer de l'évolution de la situation, ainsi que pour répondre à leurs questions sur le sujet.

Rumeurs et fake news empoisonnent l'atmosphère

Le ministère de la Santé appelle à ne pas donner crédit aux assertions ou leur impact psychologique sur les familles des patients

Le ministère de la Santé a appelé à ne pas donner de crédit ou faire chambre d'écho aux rumeurs, au regard de leur impact psychologique sur les familles des patients atteints du coronavirus.

Dans un communiqué, le département a exhorté "tous les citoyens et les médias nationaux à ne pas diffuser et propager les rumeurs compte tenu de leur impact psychique négatif sur les fa-

milles des patients", affirmant qu'il incombe exclusivement au ministère de la Santé de faire le point sur la situation épidémiologique liée au Covid-19, y compris le nombre de décès parmi le personnel de la santé.

Le ministère a dans ce contexte démenti les rumeurs selon lesquelles un troisième médecin serait décédé à Marrakech, et a souligné que "jusqu'à présent, il n'y a pas de troisième vic-

time parmi les professionnels de la santé dans la région de Marrakech-Safi".

Abordant la cause du décès d'une femme médecin à l'Hôpital Mohammed V de Casablanca et d'un médecin retraité à Meknès, le département a expliqué que les deux victimes avaient fréquenté l'un des sujets infectés et que leur contamination n'est pas survenue lors de l'exercice de leur fonction.

Il affirme à cet égard "partager les sentiments des familles des deux défunts suite à cette perte douloureuse", tout en saluant avec fierté les efforts consentis par les cadres et professionnels de la santé et les professionnels de la santé au service de l'humanité en vue de lutter contre la propagation du Covid-19.

En outre, le ministère a affirmé son engagement à fournir tout le matériel et les moyens de

prévention aux cadres de la santé qui exercent dans les différents établissements hospitaliers et à déployer davantage d'efforts afin de doter les professionnels des équipements de protection individuels contre le risque de contamination.

Il a aussi appelé les citoyens à se conformer en permanence aux mesures de confinement afin d'endiguer la propagation du coronavirus dans le Royaume.

L'hôpital Moulay Youssef de Casablanca renforce sa capacité litière

La capacité litière totale du Centre hospitalier régional (CHR) Moulay Youssef de Casablanca s'est élargie, après des travaux de réaménagement, à 60 lits pour accueillir les patients infectés par la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19), a assuré, lundi, la directrice de cet établissement hospitalier, Dr Amina Faham.

Ainsi, le service de réanimation compte six salles entièrement équipées de tout le matériel pour soigner les cas graves, notamment des appareils respirateurs, des sources d'oxygène, des scopes qui sont des écrans TV permettant de suivre en permanence les paramètres vitaux (rythme cardiaque, pouls, taux d'oxygène dans le sang, tension artérielle et température), reçu du ministère de la Santé, a-t-elle expliqué.

"Nous avons transformé l'hôpital en un pôle pour les patients infectés du coronavirus qui nécessitent un protocole de traitement plus lourd et une

durée d'hospitalisation plus longue", a-t-elle souligné lors d'une visite d'une équipe de la MAP.

Ainsi, le service de maternité, aménagé et équipé par le groupe OCP, est prêt à recevoir les malades avec ses 20 lits, dont 16 pour les cas bénins et 4 salles pour ceux sévères, a-t-elle relevé, notant que l'ensemble de ces services dédiés aux malades atteints du Covid-19 sont dotés d'un équipement de haut niveau avec caméras, portes sécurisées et interphones pour communiquer avec les malades et du personnel nécessaire médical et paramédical (médecins, infirmiers, anesthésistes, femmes de ménages, etc.) pour le bon suivi de ces cas.

De même, des travaux sont en cours d'achèvement dans le service de pédiatrie où 20 autres lits seront installés et comptera aussi des salles de soins intensifs pour les cas graves, a-t-elle ajouté.

Parallèlement, un grand cha-piteau a été installé derrière cette structure hospitalière pour



effectuer les prélèvements aux personnes suspectées atteintes de ce virus.

Celles testées positives se-

ront, par la suite, placées provisoirement dans des box installés et équipés par le groupe OCP au parking de l'hôpital dans l'at-

tente de leur préparer les chambres dans lesdits services où elles seront admises pour leur traitement.

L'hôpital militaire d'instruction Mohammed V de Rabat consolide ses structures dédiées à la lutte contre le Covid-19

L'hôpital militaire d'instruction Mohammed V à Rabat s'est mobilisé pour renforcer les structures hospitalières dédiées à la lutte contre la propagation du Covid-19.

Ainsi, des espaces ont été aménagés au sein de cet hôpital pour recevoir aussi bien les cas confirmés d'infection au coronavirus que les cas suspects, selon un protocole bien ficelé, le but étant de booster l'effort national visant à endiguer cette pandémie.

Dans ce cadre, le médecin-colonel Aziz Aouragh, directeur adjoint de l'hôpital militaire, affirme que les tâches au sein de cette structure ont été dispatchées et organisées de manière à assurer la prise en charge des personnes atteintes du Covid-19, tout en préservant la santé des patients admis à l'hôpital et du personnel et en évitant toute contamination.

Il a souligné, dans une déclaration à la presse, que des circuits et des zones spécifiques ont été mises en place en fonction du statut viral des patients, précisant que les cas confirmés sont placés en zone rouge suivant le plan clinique élaboré à cet effet, les cas suspects en zone orange, tandis que la zone verte est réservée aux cas dont les tests labora-

toires se sont révélés négatifs.

De même, l'entrée principale de l'hôpital a été réservée exclusivement aux ambulances transportant des cas positifs du virus, a fait savoir le responsable, ajoutant que l'accès pour tous les cas se fait désormais via une zone de tri, au sein de laquelle chaque personne passe par une prise de température et un questionnaire sur le système respiratoire ou l'état de fatigue.

Les personnes ne présentant pas de symptômes sont autorisées à entrer, tandis que celles suspectées seront dirigées vers la zone suivante pour subir des examens médicaux afin de trancher sur leur cas, a-t-il expliqué, relevant que les patients présentant un état stable sont orientés vers une salle de contrôle, alors que dans le cas contraire, on les dirige vers une salle de réanimation préliminaire et on leur administre de l'oxygène, en attendant les résultats des analyses laboratoires.

Ensuite, les cas confirmés positifs sont transférés au Centre de virologie, des maladies infectieuses et tropicales, indique le médecin-colonel Aziz Aouragh.

De même, les patients arrivant à bord

d'ambulances sont examinés dans le véhicule par le médecin, qui prend leur température. En cas de doute, ils sont directement orientés vers la zone d'isolement, qui est dotée d'unités de réanimation, afin de les prendre en charge et effectuer les analyses nécessaires, a-t-il noté.

De son côté, le médecin colonel Khalid Nibi, président du Centre de virologie, des maladies infectieuses et tropicales au sein de l'hôpital, a indiqué que sur Hautes instructions de S.M le Roi Mohammed VI, chef suprême et chef d'état-major général des Forces armées Royales (FAR), et dans le cadre de la prise en charge globale des patients de l'hôpital militaire, aussi bien ceux atteints du Covid-19 que les autres, des tentes équipées sont dédiées aux cas confirmés, afin de protéger les staffs médical et paramédical et les usagers.

Un emplacement stratégique a été retenu à cet effet, comprenant deux parcours, l'un destiné aux porteurs du virus et l'autre aux autres, tout en affectant des groupes opérant 24h/24 et 7j/7, a-t-il souligné, précisant que le personnel est hébergé au sein même de l'hôpital ou dans des hôtels.

Le staff médical a été soigneusement formé à la manière de traiter les porteurs du virus et d'empêcher la transmission de l'infection à l'extérieur, a-t-il assuré.

Le médecin chef de l'hôpital, le colonel-major Mehdi Zoubir, a, pour sa part, souligné que le Centre de virologie et des maladies infectieuses et tropicales constitue la deuxième étape d'accueil des patients suspectés d'être infectés par le Covid-19.

Il a noté que les cas suspects sont orientés directement vers une unité d'isolement pour effectuer les analyses et attendre les résultats qui apparaissent au bout de 5 à 6 heures, ajoutant que les cas confirmés sont transférés à la zone d'isolement qui comprend 20 lits spécialisés, alors que les cas négatifs empruntent le passage vert en direction du bloc des cliniques.

Selon ce responsable, la capacité d'accueil de ce centre est de 80 lits, dont 20 consacrés à l'isolement médical et 60 autres sont destinés à accueillir les patients, soulignant que les malades qui se trouvent dans ce centre sont en "bonne santé", sachant que six d'entre eux se sont rétablis et l'état des autres demeure sans gravité.

Chambre des représentants

La Chambre des représentants tiendra, vendredi prochain, une séance plénière consacrée à l'ouverture de la deuxième session de l'année législative 2019-2020.

Cette séance plénière, qui se tient conformément aux dispositions de l'article 65 de la Constitution, aura lieu à partir de 15H00 dans le respect des mesures de prévention prises pour lutter contre la propagation du coronavirus, indique la Chambre dans un communiqué.

Chambre des conseillers

La Chambre des conseillers tiendra, vendredi prochain, une séance plénière consacrée à l'ouverture de la deuxième session de l'année législative 2019-2020.

Selon un communiqué de cette institution législative, cette séance plénière, qui se tient conformément aux dispositions de l'article 65 de la Constitution, débutera à 16H00.

Elle se tiendra dans le respect des mesures et des procédures de prévention exceptionnelles prises pour lutter contre la propagation du coronavirus (Covid-19), assure le communiqué.

Mesures exceptionnelles pour le bon déroulement des travaux de la session parlementaire



La Chambre des conseillers a mis en place des mesures exceptionnelles pour le bon déroulement des travaux de la session d'avril 2020, qui sera ouverte vendredi prochain, en prenant en considération le contexte actuel marqué par les efforts visant à endiguer la pandémie du Covid-19.

Ces mesures, qui étaient au centre d'une réunion tenue lundi par visioconférence, sont engagées après consultations avec les présidents des groupes et du groupement parlementaires, indique un communiqué de la Chambre des conseillers.

En vertu de ces mesures, la priorité sera donnée aux textes juridiques et aux questions liées à la lutte contre la pandémie du nouveau coronavirus (Covid-19) et la présence aux séances plénières sera limitée aux présidents des groupes et groupement parlementaires ou vice-présidents, ainsi qu'à deux membres au maximum de chaque groupe ou groupement parlementaire.

Concernant les séances heb-

domadaires dédiées aux questions orales, il a été décidé, en coordination avec le gouvernement, de les focaliser sur les départements gouvernementaux en lien direct avec la gestion de la pandémie. Ainsi, chaque semaine, un département sera convié pour examiner un thème central, à raison d'une question par groupe ou groupement parlementaire.

Il s'agit, notamment, des départements de la Santé, de l'Intérieur, du Travail et de l'Insertion professionnelle, de l'Education nationale, de la Formation professionnelle, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, de l'Économie, des Finances et de la Réforme de l'Administration, de l'Agriculture, de la Pêche maritime, du Développement rural et des Eaux et Forêts et de l'Industrie, du Commerce et de l'Économie verte et numérique.

En ce qui concerne les séances plénières mensuelles consacrées aux questions de politique générale, la Chambre des conseillers a prévu de tenir, le 21

avril (11H00), une première séance dédiée aux réponses du chef du gouvernement sur "la réalité et les perspectives de la lutte contre les répercussions de



La présence aux séances plénières de la Chambre des conseillers limitée aux présidents ou vice-présidents des groupes et groupement parlementaires ainsi qu'à deux membres au maximum de chacune de ces instances

la crise du coronavirus".

De même, la priorité sera accordée lors des séances de législation, en coordination avec le gouvernement, aux textes portant sur les effets néfastes de la crise sanitaire et les moyens à mettre en œuvre pour lutter contre ses répercussions, alors que concernant les commissions permanentes et temporaires, le nombre de participants sera réduit à un seul représentant de chaque groupe ou groupement parlementaire, tout en préconisant le recours aux techniques de visioconférence.

La Chambre des conseillers a, de même, décidé de reporter les activités parlementaires non-urgentes jusqu'à nouvel ordre, dont la discussion du rapport de la Cour des comptes de l'année 2018, de limiter l'accès à son siège aux conseillers, responsables administratifs et personnel et de suspendre les visites de terrain aux locaux de la Chambre.

La Chambre a, par ailleurs, pris plusieurs mesures d'hygiène, notamment le respect de la distance de sécurité, la désinfection

des locaux destinés aux séances plénières, aux réunions de commissions et autres et la mise à disposition d'antiseptiques, de mouchoirs et d'un capteur de température.

À cette occasion, le président de la Chambre des conseillers, Hakim Benchamach et les membres du Bureau ont salué les valeurs de solidarité nationale, de sacrifice et de mobilisation collective dont ont fait preuve les composantes de la société marocaine, à travers une forte implication dans la campagne de contribution au Fonds spécial dédié à la gestion de la pandémie du coronavirus, mis en place sur Hautes instructions de S.M le Roi Mohammed VI.

Ils ont, également, salué l'action proactive et les mesures positives prises par l'Etat et les efforts déployés par ses différents organes dans plusieurs domaines, en particulier les départements de la santé, de l'éducation nationale, de la formation professionnelle et de l'enseignement supérieur, ainsi que les forces de sécurité.

Les pharmaciens déclinent leur vision de la réforme

L'Ordre des pharmaciens a décliné en mars dernier sa vision de la réforme pharmaceutique devant la Commission spéciale chargée de l'élaboration du nouveau modèle de développement lors d'une séance en présence du président du Conseil national de l'Ordre, Hamza Guedira qui était accompagné du docteur Zineb Zniber, présidente du Conseil des pharmaciens biologistes, et du docteur Rachid Lemrini, président du Conseil des pharmaciens fabricants et réparateurs.

Lors de son intervention, Hamza Guedira a mis l'accent sur les atouts du secteur pharmaceutique au Maroc. En effet, il y a 12.000 pharmacies réparties sur l'ensemble du territoire du royaume, 53 unités de distribution qui assurent l'approvisionnement en médicaments partout dans le pays et 45 unités de production fabriquant une grande partie de la consommation nationale.

Malgré ces atouts, le secteur pharmaceutique souffre de plusieurs problèmes, selon Hamza Guedira.

Le problème essentiel est le prix des médicaments. Depuis 2010, le ministère a procédé à des baisses drastiques des prix de 3000 produits. « Ces baisses étaient justifiées pour les anticancéreux et les antiviraux dont les prix étaient excessifs, mais pour le reste il n'y a jamais eu d'étude, ni de causalité, ni de retombées potentielles », a souligné l'Ordre des pharmaciens. Et de préciser que l'une des conséquences néfastes de cette situation est la disparition de plusieurs médicaments devenus non rentables.

L'autre problème dont souffre le secteur

est la situation financière difficile de plusieurs pharmacies. Ainsi, sur les 12.000 pharmacies, 3000 sont en quasi faillite et 7000 ont du mal à remonter la pente. Cette situation se répercute négativement sur les grossistes qui constituent un bel acquis pour le Maroc et les industriels qui assurent partiellement une autonomie dans ce domaine.

Pour faire face à cette situation, l'Ordre des pharmaciens avance plusieurs propositions.

Il propose tout d'abord l'élargissement des missions du pharmacien, la digitalisation et la numérisation des pharmacies, ainsi que la relation médecins, pharmaciens, caisses de remboursement. Les pharmacies doivent également disposer de plus d'espace pour assurer la télé-médecine. Il a appelé les pouvoirs publics à lancer un projet de digitalisation du secteur dans sa relation avec les autres partenaires.

L'Ordre des pharmaciens considère qu'il est temps d'adopter une loi-cadre assurant de la visibilité au secteur de la santé pour les prochains trente ans.

Il a également proposé la refonte des textes de lois régissant ce secteur (textes de 1922, 1976, 17-04 et décret de 2014 sur la fixation des prix) tout en mettant l'accent sur la nécessité de revoir les modalités de fixation des prix.

« Le médicament est le seul produit du secteur privé dont le prix est fixé par l'administration sans aucune contribution financière de l'Etat. En Europe, les caisses-maladie fixent les prix des médicaments remboursables, pour les autres, les prix sont libres », a noté l'Ordre des phar-



maciens.

S'agissant de la gestion du secteur, l'Ordre propose la création d'une agence pharmaceutique.

En plus, le secteur pharmaceutique connaît systématiquement la fabrication de nouveaux médicaments. Il faut, en ce sens, fournir un grand effort pour adapter la formation des futurs pharmaciens et exiger la formation continue. Cela permettra aux Marocains de bénéficier des innovations dans le domaine des médicaments.

L'Ordre des pharmaciens a prôné également la refonte des études pharmaceutiques pour être en adéquation avec les évolutions du secteur, tout en s'inspirant d'expériences en avance au Québec ou en Suisse par exemple.

Il a proposé, d'autre part, l'encouragement de la pharmacie clinique dans les facultés marocaines, car « cette discipline sera d'un apport indéniable pour notre système de santé ».

Concernant la pharmacie hospitalière, l'expérience du Maroc en la matière est à l'état embryonnaire. A cet égard, l'Ordre des pharmaciens exhorte les étudiants à s'orienter vers cette branche qui sera d'une valeur ajoutée appréciable pour le système de santé national.

Parmi les propositions avancées par l'Ordre des pharmaciens figurent également la nécessité de créer une académie de pharmacie et développer la recherche-développement dans ce secteur vital pour le pays.

T. Mourad

Les ONG montent au créneau contre les propos racistes tenus sur LCI

Plusieurs organisations non-gouvernementales marocaines, africaines et internationales ont dénoncé des propos racistes de Jean-Paul Mira, chercheur de l'Institut français de la recherche médicale (Inserm), et de Camille Locht, chef de service d'un hôpital parisien sur la télévision française LCI, dans lesquels ils s'interrogeaient sur l'opportunité de tester un vaccin en Afrique contre le coronavirus.

« Les organisations arabes, africaines et internationales signataires de ce communiqué dénoncent ces propos offensants et racistes », tout en appelant Jean-Paul Mira, Camille Locht, ainsi que la chaîne de télévision LCI à présenter officiellement des excuses.

Elles ont également appelé le Conseil supérieur de l'audiovisuel français à « intervenir pour mettre fin à ces dérapages et à ces propos racistes qui n'ont rien à voir avec les valeurs et les conventions interna-

tionales des droits de l'Homme qui prônent le respect de la dignité de l'homme quelle que soit son origine, sa religion ou sa couleur et qui rejettent le racisme, la haine et la discrimination », a souligné un communiqué commun parvenu à Libé.

Les signataires de ce communiqué sont l'OMDH (Maroc), l'Observatoire marocain de l'action parlementaire, le Conseil arabo-africain du développement soutenu (Tunisie), la Ligue tunisienne des droits de l'Homme, le Réseau international de jeunes dirigeants (Tunisie), le Centre d'Amman pour les droits de l'Homme (Jordanie), l'Association libyenne « The Libyan Wildlife Trust », l'Association Maroc des amis de l'environnement, l'Association tunisienne du travail et de l'investissement, l'Union des étudiants africains (Tunisie, Sénégal et Côte d'Ivoire), et l'Organisation libyenne « Jurists without chains ».

Pour rappel, Jean-Paul Mira avait posé lors d'une émission sur LCI mercredi dernier la question suivante à Camille Locht : « Si je peux être provocateur, est-ce qu'on ne devrait pas faire cette étude en Afrique, où il n'y a pas de masques, pas de traitement, pas de réanimation, un peu comme c'est fait d'ailleurs sur certaines études avec le sida, ou chez les prostituées : on essaie des choses parce qu'on sait qu'elles sont hautement exposées. Qu'est-ce que vous en pensez? » .Et le chercheur de répondre : « Vous avez raison, d'ailleurs. On est en train de réfléchir en parallèle à une étude en Afrique avec le même type d'approche, ça n'empêche pas qu'on puisse réfléchir en parallèle à une étude en Europe et en Australie ».

« Ce genre de propos racistes ne font rien avancer. Ils vont contre l'esprit de solidarité. L'Afrique ne peut pas et ne sera un terrain d'essai pour aucun vaccin », a affirmé Te-

dros Adhanom Ghebreyesus, directeur de l'OMS et ancien chef de la diplomatie éthiopienne, au cours d'une conférence de presse virtuelle

depuis Genève tenue lundi 6 avril. Et d'ajouter : « L'héritage de la mentalité coloniale doit prendre fin ».

L'OMS s'insurge contre les propos des chercheurs français

Le directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Tedros Adhanom Ghebreyesus, s'est insurgé, lundi à Genève en Suisse, contre les « propos racistes » des chercheurs français ayant évoqué des tests médicaux d'un vaccin potentiel contre le Covid-19 en Afrique.

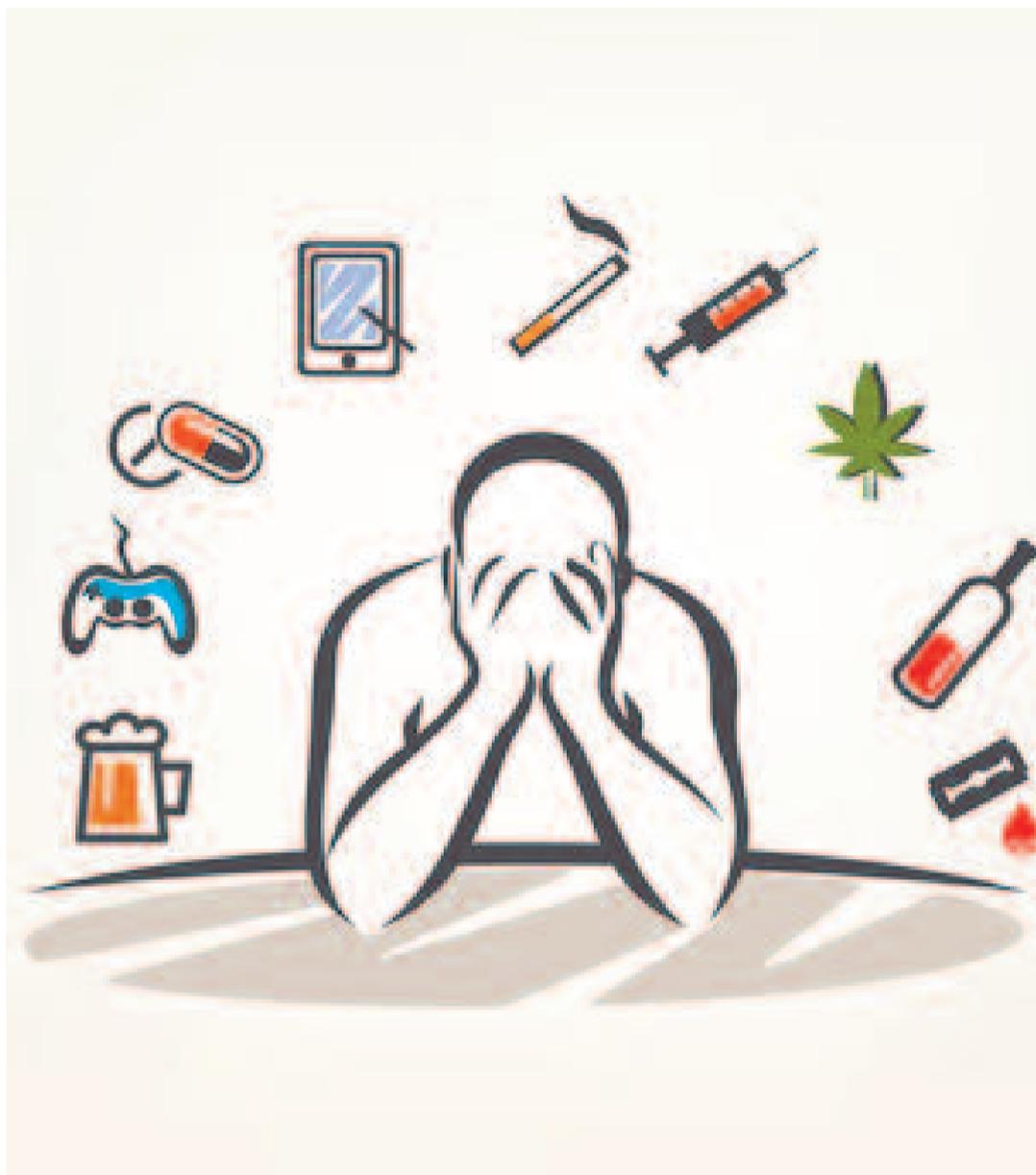
« Ce genre de propos racistes ne font rien avancer. Ils vont contre l'esprit de solidarité. L'Afrique ne peut pas et ne sera un terrain d'essai pour aucun vaccin », a-t-il déclaré, au cours d'une conférence de presse virtuelle, rapporte l'agence MAP.

Selon lui, les propos tenus sur une chaîne française par un chercheur de l'Inserm et un chef de service de l'hôpital Cochin à Paris, qui s'interrogeaient sur l'opportunité de tester un vaccin en Afrique dans le cadre de la lutte contre le coronavirus, avaient suscité une vague d'indignations dans le monde.

« L'héritage de la mentalité coloniale doit prendre fin », a-t-il souli-

L'AMA met en place une cellule d'écoute au profit des usagers de drogues et leurs proches

La ligne d'appel gratuite "06 60 63 58 16" est ouverte du lundi au vendredi, de midi à 14h



Si en temps normal, toutes les addictions ne se valent pas, actuellement avec les mesures de confinement, les personnes qui en souffrent sont toutes confrontées à une seule et même problématique. Une angoisse tenace. Tellement tenace qu'elle pourrait accentuer la dépendance de certains et faire rechuter d'autres alors qu'ils avaient arrêté le tabac ou l'alcool par exemple. Sans oublier ceux qui pourraient succomber à la tentation de se changer les idées en consommant pour la première fois un produit addictif et qui pourrait à terme transformer un naïf et unique usage en dépendance.

La solution ? On doit vous avouer qu'il n'y en a pas des masses. Outre les groupes de soutien qui ont fait leur apparition sur les réseaux sociaux, l'Association marocaine d'addictologie répond à cette inextricable situation en décidant de maintenir le contact par le biais d'une cellule d'écoute au profit des usagers et de leurs proches joignable sur la ligne d'appel gratuite suivante : 06 60 63 58 16. « Des professionnels de santé spécialisés en addictologie et en psychiatrie » seront à l'autre bout du fil « pour soutenir et accompagner les personnes souffrant de troubles addictifs du lundi au vendredi, de midi à 14h », assure l'AMA dans un communiqué.

L'initiative sera certainement vue d'un bon œil par toutes les personnes concernées. Elle arrive à point nommé dans un pays où la prévalence de l'usage des drogues au cours des douze derniers mois au sein de la population générale (15 ans et plus) a atteint les 4,1%. Autrement dit, 800.000 personnes touchées. Un usage dominé à hauteur de 3,93% par le cannabis. Puis s'en suivent les sédatifs (opiacés et autres) avec 0,18%. Et si l'on en croit le ministère de la Santé, la pré-

valence de l'usage de l'héroïne et de la cocaïne est de 0,02% et 0,05% respectivement.

Mais si ces chiffres sont en dessous des seuils mondiaux qui sont de l'ordre de 0,35% pour la cocaïne et de 0,37% pour les opiacés, ils restent tout de même préoccupants, notamment à la lumière du dernier rapport publié par l'organe international de contrôle des stupéfiants (OICS), dont nous vous présentons une synthèse dans notre édition du 6 mars dernier. Dans ce document de plusieurs dizaines de pages, l'OICS présente l'Afrique comme étant une plaque tournante du trafic de drogue et une importante région de transit pour le trafic de drogue vers l'Europe.

Le Maroc n'échappe évidemment pas à cet état de fait. D'ailleurs, pour argumenter ses conclusions, l'OICS met en avant les saisies record de cocaïne sur des navires en provenance d'Amérique centrale et d'Amérique du Sud à destination de l'Afrique du Nord et de l'Europe dont celles réalisées en 2018 par le Royaume (1,7 tonne). Un pays où ont également été saisies près de 72 tonnes de résine et 252 tonnes de maâjoun, défini comme un produit composé essentiellement de cannabis mais qui peut également contenir d'autres drogues, ainsi que des graines de pavot et d'autres éléments comestibles. Rien que pour le mois de juin 2019, les autorités marocaines ont indiqué avoir saisi 12 tonnes de cannabis et 800 kg de résine. Deux semaines plus tard, une autre opération a permis de mettre la main sur 600 kg de cannabis découverts dans des canalisations à Taghbalt.

Au Nord, l'héroïne est consommée comme nulle part ailleurs au Maroc, mais pas autant que dans les pays bordant l'océan Indien, explique l'OICS. En tout cas, Tanger tente de prendre le problème à bras-le-corps

avec des fortunes diverses mais au moins elle dispose de l'un des premiers centres de traitement avec les produits de substitution, la méthadone. Un médicament analgésique de la famille des opioïdes, synthétisé en 1937. Il a été utilisé depuis les années 1960 pour le traitement de l'héroïnomanie, avant d'être disponible légalement depuis 1995 par le biais de centres spécialisés. Avec son mode d'action lent, il limite la montée présente avec d'autres voies d'administration tout en empêchant le syndrome de manque. Cette substitution, associée à un accompagnement psychologique, a pour objectif la

diminution partielle, puis l'arrêt total des consommations.

Par ailleurs, l'Organisation s'est dite inquiète du fait que les jeunes, en particulier ceux qui ont entre 18 et 25 ans, soient les plus concernés par l'usage de stupéfiants et par ses conséquences sanitaires. De toute évidence, la cellule d'écoute initiée par l'Association marocaine d'addictologie aura du pain sur la planche mais les professionnels de santé spécialisés en addictologie et en psychiatrie qui la composent soulageront bien des souffrances.

Chady Chaabi

Les addictions qui vous guettent pendant le confinement

C'est un secret de polichinelle, le confinement peut exacerber les consommations. Et c'est exactement ce qui mène à une addiction, définie comme un comportement de conduite compulsive qui finit par créer un manque. Généralement, l'addiction se forme à l'aide d'un tryptique composé d'une personne, d'un produit (un objet, la source de l'addiction) et d'un contexte.

La donne la plus aléatoire des trois est le contexte. Aujourd'hui, le contexte existe. C'est le confinement. Du coup, à quoi pouvons-nous être dépendants ? D'abord, il y a la nourriture. Le risque réside dans la possibilité de développer une forme de boulimie. Quand on est plus oisif, on a tendance à se rabattre sur la nourriture. Le grignotage fait passer le temps. Par conséquent, il faudrait éviter les comportements compulsifs et surtout ne pas oublier de surveiller son poids sur la balance.

Les télévisions, ordinateurs et autres tablettes ou téléphones peuvent également présenter un danger notamment en ne maîtrisant pas son temps d'écran. Un contrat moral avec les enfants et avec soi-même est une solution. Le sport est lui aussi source d'addiction. On appelle ça : la bigorexie. Logique car le sport rend plus heureux. Il développe certaines hormones comme l'endorphine, la dopamine ou l'adrénaline. Et très vite, on peut y devenir accroc. C'est la raison pour laquelle il ne faut pas trop en faire. D'autant que les cardiologues alertent sur les dangers d'une pratique sportive intense surtout en temps d'épidémie virale (voir notre édition du 31 mars).

C.C



La décrue ne s'est pas confirmée en Europe

Boris Johnson en soins intensifs



La santé de Boris Johnson, malade du Covid-19, s'est brutalement dégradée: le Premier ministre britannique est en soins intensifs mardi, alors que la décrue espérée de la pandémie ne s'est pas vraiment confirmée en Europe.

L'inquiétude est forte au Royaume-Uni, après l'admission de son dirigeant dans une unité de soins intensifs lundi soir.

"Le Premier ministre a reçu un soutien en oxygène et il reste sous étroite surveillance", mais il n'a "pas été placé sous respirateur", a indiqué le ministre d'Etat Michael Gove, sur la radio LBC.

La nouvelle "illustre à quel point ce virus ne fait aucune différence entre les gens. N'importe qui, où que ce soit, y compris les plus privilégiés dans notre société, peut être affecté et tomber gravement malade", souligne Linda Bauld, professeur de médecine de l'université d'Edimbourg.

Le conservateur, âgé de 55 ans, est le seul chef d'Etat ou de gouvernement d'une grande puissance à avoir contracté la maladie, qui a fait plus de 73.000 morts dans le monde.

Prié "de le remplacer là où nécessaire", le chef de la diplomatie Dominic Raab s'est engagé lundi à agir pour "vaincre le coronavirus" durant la période d'hospitalisation de son chef: avec 5.373 décès, le Royaume-Uni est l'un des pays d'Europe les plus durement touchés.

Des messages de soutien ont afflué de toutes parts, du côté des Eu-

ropéens ou de Donald Trump, qui a souhaité un prompt rétablissement à son "très bon ami".

Pourtant, l'Europe, le continent le plus frappé par la pandémie, espérait une confirmation de la lueur d'espoir du week-end, lorsque le nombre de décès avait baissé dans les deux pays en première ligne, l'Italie et l'Espagne.

Mais si la tendance s'est poursuivie en Espagne, le bilan est reparti à la hausse en Italie lundi, avec 636 décès supplémentaires en 24 heures dans le pays le plus endeuillé au monde (plus de 16.500 morts). Et la France a aussi annoncé un nombre important de décès, 833 de plus, soit 8.911 depuis début mars.

Et la crainte d'une pénurie de médicaments se fait jour sur le continent: la pandémie mange les stocks, des sédatifs administrés pour l'intubation de patients, jusqu'aux médicaments antipaludéens dont l'utilisation a été encouragée par le président américain Donald Trump.

"La disponibilité continue des médicaments, en particulier ceux utilisés pour les patients atteints de Covid-19, est une préoccupation majeure", a déclaré lundi l'Agence européenne du médicament (EMA).

La chancelière allemande Angela Merkel a souhaité une Union européenne plus forte, admettant que le bloc des 27 faisait face "à sa plus grande mise à l'épreuve" depuis sa fondation. Elle doit devenir plus "souveraine", notamment dans la production de masques sanitaires, qui proviennent aujourd'hui majoritaire-

ment d'Asie et font l'objet d'une guerre commerciale sans pitié, voire de trafics.

Les ministres européens des Finances devaient d'ailleurs surmonter leurs divisions et réussir à s'entendre mardi sur de premières mesures économiques communes face au coronavirus, même si elles ne devraient pas aussi être ambitieuses qu'espérées par Paris, Rome et Madrid.

Galvanisés par le bond de plus de 7% de Wall Street lundi, les marchés

européens ont emboîté le pas aux marchés asiatiques, qui ont fini sur des progressions autour de 2%. Vers 10H30 (08H30 GMT), Paris montait de 3,79%, Londres de 3,23% et Francfort progressait de 4,46%.

La Chine, elle, attendait ça depuis trois mois: pour la première fois mardi, le pays n'a annoncé aucun décès du Covid-19, quelques heures avant la levée du bouclage de la ville de Wuhan.

Le pays s'achemine ainsi encore un peu plus vers une sortie de crise face au nouveau coronavirus, apparu dans cette ville fin 2019.

Un débat mondial s'esquisse déjà sur le "déconfinement", suscitant la crainte qu'il soit moins bien respecté chez les près de quatre milliards de personnes, soit plus de la moitié de l'humanité, aujourd'hui contraintes ou appelées par leurs autorités à rester chez elles.

L'Autriche a évoqué un assouplissement progressif de ses règles de confinement à partir du 14 avril.

Mais le Japon a lui décidé de proclamer l'état d'urgence, d'une durée initiale d'un mois, pour Tokyo et six autres régions de l'archipel face à une récente accélération du nombre de cas de Covid-19 dans l'archipel.

Les autorités japonaises ne peuvent juridiquement pas imposer un confinement strict comme dans d'autres pays, mais les gouverneurs régionaux concernés ont la possibilité d'insister auprès de la population afin qu'elle reste chez elle et de demander la fermeture temporaire de com-

merces non essentielles.

Aux Etats-Unis, qui ont franchi la barre des 10.000 morts, Andrew Cuomo, gouverneur de l'Etat de New York, épice américain de l'épidémie, a prolongé jusqu'au 29 avril les mesures de confinement, jugeant que ce n'était pas encore "le moment de se relâcher".

A New York se pose dorénavant la question du sort réservé aux morts, toujours plus nombreux. Pat Marmo, qui gère cinq maisons de pompes funèbres à travers la ville, souligne avoir actuellement "trois fois plus" de décès qu'en temps normal. "C'est comme un 11 septembre 2001 qui durerait des jours et des jours", résume-t-il.

Et la cathédrale Saint-Jean le Théologien, située à Manhattan, est en train d'être transformée en hôpital de campagne, avec des tentes médicales dans sa longue nef et sa crypte souterraine.

"Au cours des siècles précédents, les cathédrales étaient toujours utilisées de cette façon, comme pendant la peste", a observé le doyen de la cathédrale, Clifton Daniel.

La pandémie renforce aussi les angoisses, comme celles des femmes enceintes.

"On m'a dit que l'examen des 20 semaines est très important, et c'est ma première grossesse, mais je ne veux pas prendre de risque", confie Ainhoa Martínez Garcia, 36 ans, qui attend des jumeaux à Madrid et craint d'aller faire cette échographie dans un hôpital débordé par l'afflux massif de patients atteints du Covid-19.



Si la tendance à la baisse s'est poursuivie en Espagne, le bilan est reparti à la hausse en Italie

Zéro mort en Chine, une première depuis le début de l'épidémie

La Chine attendait cela depuis trois mois: pour la première fois mardi, le pays n'a annoncé aucun décès du Covid-19, quelques heures avant la levée du bouclage de Wuhan, la ville épicentre de la maladie.

Le pays s'achemine ainsi encore un peu plus vers une sortie de crise face au nouveau coronavirus. Apparue fin 2019 sur son territoire, il a depuis fait plus de 70.000 morts dans le monde.

Afin d'endiguer la progression du virus, la Chine avait décrété fin janvier le confinement drastique de plus de 50 millions de personnes à Wuhan, berceau de l'épidémie, et dans le reste de la province du Hubei (centre).

Technique payante: après avoir dépassé la centaine courant février, le nombre quotidien de décès a plongé ces dernières semaines, pour tomber au chiffre de zéro annoncé mardi par le ministère de la Santé.

Mais ce chiffre rassurant doit être tempéré.

Car deux nouveaux risques sont apparus: les personnes contaminées arrivant de l'étranger, et la menace invisible des patients asymptomatiques -- qui n'ont ni toux ni fièvre mais peuvent tout de même transmettre le virus.

Les habitants du Hubei sont restés confinés chez eux pendant deux mois. Fin mars, ceux d'entre eux qui n'habitent pas Wuhan ont pu ressortir de leur logement et même quitter la province, sous réserve qu'ils ne soient pas malades.

Et l'un des derniers grands obstacles va bientôt sauter dans quelques heures: à minuit heure locale (16H00 GMT) dans la nuit de mardi à mercredi, les personnes en bonne santé devaient être autorisées à quitter la ca-

pitale provinciale.

"Les personnes âgées sont plutôt enthousiastes. Elles sont impatientes de pouvoir sortir", déclare à l'AFP M. Xia, un habitant âgé de 43 ans.

Mais les candidats au départ sont limités par la réduction du nombre de vols et de trains desservant Wuhan, mesure imposée au plus fort de l'épidémie, a rappelé la mairie à l'AFP.

La municipalité a également souligné que diverses restrictions aux déplacements dans la ville seraient maintenues. Objectif affiché: empêcher toute résurgence des infections.

"Beaucoup de personnes pensent qu'à partir du 8 avril, elles pourront se relâcher un peu. Mais dans les faits, nous aurons besoin d'une vigilance

accrue", a indiqué dimanche le Quotidien du Hubei, citant un haut responsable de Wuhan.

"Il n'y aura pas de relâchement", a-t-il promis.

La mairie reste sur le qui-vive: elle a retiré à 70 quartiers d'habitation précédemment classés "sans épidémie" cette appellation qui permet aux habitants de sortir de leur logement.

La municipalité a justifié cette décision par la découverte dans ces complexes résidentiels de personnes asymptomatiques. Wuhan en a rapporté lundi 34 nouveaux cas.

"Cette découverte montre que les contrôles sont renforcés", déclare à l'AFP Mme Xiao, médecin. "La fin du confinement ne veut pas dire que tout

sera rouvert totalement. Il faudra toujours s'inscrire en rentrant ou sortant d'un endroit", souligne-t-elle.

"Même si le confinement est levé demain, on doit essayer de rester à l'intérieur autant que possible", renchérit M. Xia, l'habitant de Wuhan.

La baisse ces dernières semaines des cas de contaminations et de morts en Chine s'accompagne de doutes sur la fiabilité des chiffres officiels publiés par le gouvernement.

Des familles ont notamment fait état dans la presse chinoise de la non-comptabilisation de personnes mortes à leur domicile ou n'ayant pas été testées au début de l'épidémie, lorsque les hôpitaux étaient surchargés.

Par ailleurs, si les nouveaux cas de contamination d'origine locale sont tombés à zéro, la Chine reste confrontée à une vague d'infections importées. Le ministère de la Santé a annoncé mardi un millier de cas cumulés.

L'organisme a également fait état de 32 nouveaux cas de contamination -- tous d'origine importée.

Au-delà des seuls aéroports, les autorités vont également renforcer leurs contrôles aux frontières terrestres, a indiqué lundi le gouvernement.

La Chine avait fait état de son premier décès le 11 janvier dernier. Depuis, près de 82.000 personnes ont été contaminées dans le pays, dont 3.331 mortellement.



La pandémie ravive les craintes de faillite des pays fragiles

La crise du coronavirus ravive les craintes d'une vague de défauts de paiement de pays émergents et moins avancés, suscitant une multitude d'appels aux créanciers à reporter des échéances, voire à annuler partiellement la dette.

A l'image du Liban qui s'est retrouvé en défaut de paiement dès le 9 mars, ou de l'Argentine qui a reporté mardi à l'année prochaine le paiement de près de 10 milliards de dollars de dette, plusieurs pays émergents étaient déjà très affaiblis économiquement avant la pandémie.

"Avant même l'arrivée du coronavirus, nous avions déjà retrouvé des endettements proches des plus hauts historiques dans la quasi totalité des régions émergentes", a affirmé à l'AFP Julien Marcilly, chef économiste de l'assureur-crédit Coface.

En Afrique, les taux d'endettement étaient revenus à des niveaux

"similaires" à ceux d'avant les annulations massives de dettes des années 2000, alors que ceux d'Amérique latine "se rapprochaient de ceux des années 1980", à l'origine de crises en cascades et de l'intervention du Fonds monétaire international dans la région, a rappelé M. Marcilly.

Pris en étau entre le besoin d'accroître la dépense publique pour faire face à la crise sanitaire et celui de faire face à leurs échéances de dette, les émergents suscitent actuellement "la méfiance des marchés", a expliqué à l'AFP Christopher Dembik, responsable de la recherche économique chez Saxo Banque.

"Les investisseurs s'attendent aujourd'hui à ce que le choc du coronavirus sur la croissance soit beaucoup plus massif chez les émergents que dans les pays développés", a-t-il ajouté.

L'arrêt brutal de l'économie mondiale a frappé de plein fouet les revenus des émergents, faisant dé-

gringoler le prix du pétrole, ceux des matières premières et l'activité touristique.

Dans ce contexte, les pays émergents et moins développés font face à une sortie massive de dollars que les investisseurs mettent à l'abri sur des marchés moins volatils.

"Au courant du mois de mars, vous avez eu pour les pays émergents des sorties de capitaux qui ont été quatre fois supérieures au montant observé en 2008-2009. C'est colossal", a affirmé M. Marcilly, dressant une liste d'Etats qui pourraient se retrouver étranglés si des mesures ne sont pas prises.

"De nombreux pays africains vont se retrouver dans une situation difficile à l'image de l'Angola ou de la Zambie." Même tendance dans d'autres régions avec l'Équateur, sous programme avec le FMI, ou encore le Sri Lanka, la Tunisie ou le sultanat d'Oman ou Bahreïn.

Aux yeux de l'économiste, cette

crise pourrait aussi toucher de grandes économies émergentes et les contraindre d'avoir recours au FMI.

"Celui qui est dans la plus mauvaise situation est l'Afrique du Sud qui combine les vulnérabilités externes et en matière de finances publiques", a souligné M. Marcilly, après la dégradation de la note de ce pays par les agences Fitch et Moody's.

Face à cette situation, la France a été l'un des premiers pays à monter au créneau pour demander au G20 un moratoire sur la dette, voire une annulation.

Pour leur part, le FMI et la Banque mondiale (BM) ont demandé de concert aux créanciers bilatéraux des pays les plus pauvres "de geler les remboursements de dettes" afin que ces pays puissent dégager de l'argent pour combattre la pandémie.

Un effort insuffisant, selon une centaine d'organisations et d'ONG, dont Oxfam et Save the children, qui

ont appelé mardi le FMI et à la BM "à annuler immédiatement le remboursement et le paiement d'intérêts pour le restant de 2020 pour les pays qui sont le plus dans le besoin".

"Il y a aujourd'hui une prise de conscience qu'il est dans l'intérêt de tous d'éviter au maximum les faillites, que ce soit pour les acteurs privés ou publics", a souligné M. Dembik.

Pour faire redémarrer l'économie mondiale le plus rapidement possible, "on ne peut pas se permettre que la crise sanitaire devienne aussi une crise des émergents".

La semaine dernière, les ministres des Finances du G20 s'étaient mis d'accord pour appuyer un plan pour répondre au "risque de vulnérabilité à l'endettement des pays à faibles revenus" et pour travailler à la "délivrance rapide (...) d'une assistance financière aux marchés émergents et aux pays en développement".

Douleur, solitude et peur de la mort

Témoignages glaçants des malades de par le monde



La mort qui rôde à l'hôpital, le désarroi à la maison, la solitude, la colère, l'envie de partager ou de changer : une dizaine de malades du nouveau coronavirus dans le monde ont confié aux journalistes de l'AFP leurs douleurs et leurs peurs.

Voici les témoignages de ces malades dont certains ont préféré garder

l'anonymat :

BUSAN (Corée du Sud) - Park Hyun, Sud-Coréen de 47 ans en bonne santé, professeur en ingénierie. Admis en soins intensifs huit jours à Busan (sud). Rentré chez lui après deux tests négatifs.

Il pensait que "ce n'était pas son problème" quand soudain un

mal de gorge, une toux sèche et quelques jours après, une telle difficulté à respirer qu'il croit mourir à plusieurs reprises. "J'étais vraiment dans un sale état".

Hospitalisé, maintenu dans une chambre à pression négative, il est mis sous oxygène et on lui administre du Kaletra, un traitement contre le sida. "C'étaient les

montagnes russes", dit-il, "comme si mon thorax était écrasé sous une épaisse plaque et aussi comme si des aiguilles s'y enfonçaient".

Certaines douleurs sont peut-être des effets secondaires, pense-t-il. Après avoir pris du Kaletra, la gorge a commencé "à brûler (...)" et ensuite mes poumons, et mon

estomac aussi brûlaient". Sa peau devient toute sèche et rouge mais les médecins ne veulent pas arrêter le traitement.

"Quand j'allais mieux je me disais que c'était peut-être la dernière fois de ma vie que je pourrais écrire quelque chose. Alors j'ai essayé d'écrire quelques mots sur Facebook".

WUHAN Chine

Wan Chumbui, Chinois de 44 ans souffrant d'hypertension, investisseur, marié, une fille de neuf ans. Hospitalisé le 30 janvier à l'hôpital de campagne de Huosbenshan à Wuhan (centre), où l'épidémie a commencé sur un marché. Guéri après 17 jours à l'hôpital. Sa quarantaine de 14 jours passée, il attend de recevoir sur son téléphone son code QR qui fait office de laissez-passer et atteste qu'il est sain.

La première fois qu'il va à l'hôpital fiévreux,

il est diagnostiqué Covid-19 mais renvoyé chez lui avec des antibiotiques faute de place. "J'étais terrifié".

Son état empire, une mauvaise toux s'installe. Il est admis dans un premier hôpital le 30 janvier. Une hormono-thérapie fait baisser la température mais il a toujours du mal à respirer. Les médicaments manquent, les soignants sont mal protégés, utilisent des sacs poubelle pour couvrir leurs chaussures.

Il est transféré le 4 février dans un des deux

hôpitaux de campagne mis en place spécialement pour les malades du nouveau coronavirus à Wuhan, doté d'équipements et de médicaments occidentaux. "Je n'étais pas paniqué mais il y avait de l'angoisse parmi les patients".

"Maintenant, je regarde les choses différemment. Je me sens calme à propos de tout, vraiment calme. (...) J'ai atteint la porte de l'enfer et j'en suis revenu. J'ai vu ceux qui n'avaient pu guérir et qui sont morts. Cela m'a beaucoup marqué. Je ne prends plus grand chose au sérieux".

DAEGU Corée du Sud

Song Myung-hee, Sud-Coréenne de 72 ans, contaminée mi-février à Daegu (sud) lors d'un service de l'Eglise Schincheonji de Jésus, l'un des multiples groupes sectaires de Corée du Sud. Le 16, elle y a côtoyé le "patient 31", une femme de 61 ans qui a assisté à quatre services avant d'être diagnostiquée positive, à l'origine de la contagion dans le pays. Hospitalisée une semaine. En quarantaine. Testée négative, asymptomatique pen-

dant cinq jours, la maladie lui tombe dessus brutalement. Une violente toux d'abord. "Je ne pouvais plus dormir". "Ça a duré deux jours, je ne quittais plus mon sac plastique pour cracher mes glaires". "Puis mon visage a commencé à gonfler, j'avais peur de mourir seule".

Aucun lit d'hôpital n'est alors disponible à Daegu débordé par les cas en pleine expansion de Covid-19. Elle est transférée à 220 km de là, à Seongnam.

"Ça m'a soulagée d'entrer à l'hôpital parce que là au moins je n'allais pas mourir seule".

L'Eglise Schincheonji a présenté ses excuses pour sa responsabilité dans la propagation de la maladie et s'émue d'un certain "ostracisme" vis-à-vis de ses adeptes. Mais cela ne change rien pour Song Myung-hee. "Je ne quitterai jamais mon église, ce que les autres disent n'a aucune importance".

ROME Italie

Fabio Biferali, Romain de 65 ans, cardiologue. Huit jours "isolé du monde" au sein du service de soins intensifs et de réanimation de l'hôpital Policlinico Umberto I de Rome, un service d'orthodontie reconverti pour faire face à la crise.

"J'avais des douleurs étranges. (...) C'était comme avoir un ouistiti sur le dos, un de mes patients m'avait décrit ses symptômes ainsi".

"Le traitement pour la thérapie par l'oxygène est douloureux, la recherche de l'artère radiale est difficile. Ils le faisaient jusqu'à deux fois par jour. Ça m'a aidé d'être médecin pour supporter la douleur. Désespérés, d'autres patients criaient +Assez, Assez+!"

On lui administre des antiviraux, contre la malaria, le sida ou encore du tocilizumab pour l'arthrite, "rien qui ne soit certifié". "Le plus dur, c'était la nuit, je ne pouvais pas dormir, l'angoisse envahissait la chambre. (...) les cauchemars arrivaient, la mort rôdait". "J'avais peur de mourir sans pouvoir m'accrocher à la main de mes proches, je me laissais envahir par le désespoir".

Le personnel médical "était complètement couvert, les pieds, les mains, la tête. Je ne pouvais voir que leurs yeux derrière leur masque de verre. Des yeux affectueux. Je n'écoutais que leurs voix. Beaucoup étaient jeunes, des médecins en première ligne. C'était un moment d'espoir".

PARIS *France*

Charlie Barrès, Français de 29 ans, éducateur physique en milieu hospitalier, confiné mi-mars chez à lui Paris avec sa femme et son fils de 2 ans.

"Ça a commencé avec des frissons, puis un petit malaise avec une chute de tension, un mal de gorge épouvantable. Un médecin est venu

et a diagnostiqué le coronavirus. Les tests sont onéreux et ils les gardent pour les formes complexes".

"J'ai eu 48 heures compliquées mais je commence à aller de mieux en mieux, même si je suis en mode loque. Mon fils a été malade, ma femme a des maux de tête et de gorge mais rien d'insurmontable".

"Je travaille à l'hôpital et je me dis que c'est désolant d'en arriver là. Les messages d'alerte sur l'état du système ne datent pas d'hier. Il n'y a pas si longtemps, les soignants étaient en grève... Et là, ça pète. Du coup, on prend la mesure de la catastrophe dans les hôpitaux".



MULHOUSE *France*

Djemila Kerrouche, Française de 47 ans, mère au foyer ancienne femme de ménage, mariée, trois enfants de 6, 11 et 19 ans. Tombée malade le 17 mars. Confinée chez elle à Mulhouse, dans l'est de la France dévasté par l'épidémie.

"J'ai eu une petite quinte de toux. Le lendemain, ça a empiré, je n'avais plus de voix, pas de goût, pas d'odorat. Quand je toussais, j'étais faible, très faible. Je n'ai pas été testée mais le mé-

decin a diagnostiqué le coronavirus".

"J'ai supplié mon mari de prendre une semaine de congés mais il travaille dans une boucherie, il m'a dit: +Tu imagines si tout le monde faisait ça ? Il n'y aurait plus à manger+".

"A la maison, je porte des gants, un masque. Je ne touche pas la nourriture. Mais j'ai déjà deux de mes enfants qui toussent".

"Le pire de tout, c'est pour

les devoirs. Mes enfants se mettent une grosse pression, ils veulent réussir à l'école. Leurs profs leur donnent du travail comme si la situation était normale. La grande de 19 ans, elle prépare un bac pro et je la vois pleurer quand elle n'y arrive pas et je ne peux pas la serrer dans mes bras, la consoler, l'aider".

"Je n'ai pas le moral, du tout. Je n'arrête pas de pleurer, il n'y a pas de réconfort, cette situation me dépasse".

BABAHOYO *Equateur*

Lorena, Equatorienne de 33 ans, enseignante, nièce du "cas zéro" en Equateur qui revenait de vacances en Espagne et a été accueillie à son retour par une fête de famille d'une trentaine de personnes, fin février dans cette ville du sud-ouest du pays.

"Ma tante n'est allée nulle part. Elle n'en a pas eu le temps. A son arrivée déjà, elle n'était pas bien (...) Elle nous a dit s'être sentie fiévreuse

pendant le voyage et que beaucoup de gens toussaient" dans l'avion.

Le 22 février, la tante de 71 ans est hospitalisée à Guayaquil, épice de la pandémie en Equateur, une semaine plus tard la contamination est confirmée. Ses proches sont isolés et testés. Le 1er mars, ils voient à la télévision la ministre de la Santé Catalina Andramuño - depuis déchu de ses fonctions - énoncer cinq cas en conférence de presse. "C'était nous!",

dit Lorena. "Nous l'avons appris par la télévision" sans en être informés avant.

Le 13 mars, la tante meurt. Une dizaine de membres de la famille est contaminée dont Lorena - qui guérira. Personne ne sait vraiment comment traiter les malades confinés chez eux. Les médecins "me disaient: +Prenez lui la tension, vous+ ou ils refusaient de toucher mes parents".

Sud-Africaine JOHANNESBURG

Christine, de 28 ans, souffre de syringomyélie, maladie de la moelle épinière, analyste, diagnostiquée positive le 20 mars. Son compagnon, Dawie, Sud-Africain de 30 ans en bonne santé, avocat, n'a pu faire le test car "le système (médical) était déjà sous pression" mais il a les mêmes symptômes. Auto-confinés à la maison à Johannesburg où ils télétravaillent.

Deux jours après avoir été en contact avec une collègue malade au bureau, Christine ressent les premiers symptômes, le test confirme. Trois jours après Dawie est dans le même état. "Les symptômes fluctuent parfois d'une heure à l'autre. Cela va et vient, par vagues. C'est très différent d'une grippe. Fatigue, difficulté à respirer, tension au niveau du thorax. La meilleure façon de décrire cela: c'est quand vous êtes en haute altitude et que vous avez du mal à respirer", dit Christine.

Dawie se demande parfois s'ils ne "sur-réagissent pas". "Parce qu'il y a des jours où l'on se sent parfaitement bien. Dans la même journée, on frissonne et après on se sent mieux. Le pire (...) c'est quand pendant le week-end j'ai eu du mal à respirer, j'étais tellement mal que je me suis demandé si je ne devais pas aller à l'hôpital. (...) Mon médecin m'a expliqué comment voir si je manquais d'oxygène: +Regardez si vos ongles ne deviennent pas bleus+".

LE CAP

Julia, 27 ans, et Megan, 35 ans, entrepreneuses sud-africaines, font partie des 50 premiers cas enregistrés en Afrique du Sud. Ont contracté le virus, avec trois autres membres de leur famille, lors d'un séjour de ski début mars en Suisse, probablement dans un bar. Elles ont relaté sur un compte Instagram (@livingcoronapositive) leur traversée de la maladie "pour positif" et donner leurs tuyaux de malades. Sorties d'une quarantaine de trois semaines.

Les symptômes: "Certains en avaient peu, pour d'autres cela a duré longtemps, notez que tout le monde n'a pas eu de fièvre", écrivent-elles.

Le test: "Avoir un goupillon inséré dans le nez n'est pas agréable mais c'est rapide".

Combattre la maladie: "On a pris des antidouleurs au début pour la migraine et la fièvre. Sinon, tous les jours du thé citron au gingembre, de la vitamine C, on a bu des tonnes d'eau pour rester hydratées, mangé aussi sainement que possible", écrit Megan. Julia a eu recours à la méditation, aux huiles de CBD (cannabidiol), au stretching et avalé du citrate de magnésium.

Le conseil: "Le stress, l'anxiété et la panique sont des réactions humaines normales face à quelque chose de massif et dont on ne sait rien comme cette pandémie. Alors, s'il vous plaît, soyez gentils avec vos proches qui perdent le contrôle".

BUENOS AIRES *Argentine*

Marisol San Roman, de 25 ans, sociologue et étudiante. Aurait attrapé le Covid-19 le 10 mars lors d'un dîner d'adieu à Madrid après la fermeture de l'Instituto de Empresa où elle étudiait avant de rentrer chez elle. En quarantaine à la maison.

Le 12 mars, elle rentre à Buenos Aires et commence la quarantaine obligatoire pour ceux qui reviennent de pays à haut risque. Le lendemain, premiers symptômes. "J'avais une fièvre de 40°, ma gorge éclatait, j'avais l'impression d'être coupée à l'intérieur". Le médecin, "dès qu'il m'a vue, a su que j'avais été en contact avec un positif, parce qu'il y avait des gens de ma classe d'université qui avaient le nouveau coronavirus".

Marisol est choquée: "Cela n'arrive pas, j'ai 25 ans, je suis jeune, je suis en bonne santé, c'est fou".

Son père de 65 ans, avec qui elle vit, l'évite et lui laisse de quoi manger à la porte de sa chambre. Seule, elle doit traiter une infection pulmonaire générée par sa toux, mesurer le taux de saturation d'oxygène dans le sang. "Le coronavirus est une maladie qui se vit dans la solitude, dans la solitude totale".

Son cas est devenu viral. Elle multiplie les interviews aux médias. Elle dit avoir reçu plusieurs insultes via les réseaux sociaux pour être rentrée au pays alors qu'elle incubait le virus. "J'ai essayé de mon côté (...) de briser la stigmatisation associée au patient coronavirus".

Sur son compte instagram @merysunsr, elle écrit que son rôle aujourd'hui est d'être "une conscience sociale" qui doit se "lever et dire aux gens d'être conscients, que ce n'est pas une blague, qu'être jeune ne vous immunise contre rien et que le coronavirus n'est pas une grippe".

S2M enregistre un résultat net déficitaire de près de 28 MDH

Le résultat net de la Société marocaine de monétique (S2M) s'est établi, à fin 2019, à -27,9 millions de dirhams (MDH), contre 20,3 MDH en 2018, a annoncé le leader en solutions monétiques. Ce résultat s'explique par l'impact constaté en résultat non courant du changement de méthode comptable sur les agrégats issus des exercices antérieurs, a expliqué l'entreprise dans un communiqué sur ses résultats annuels 2019.

Le chiffre d'affaires de la société pour l'exercice 2019 a atteint, quant à lui, 193,4 MDH, contre 229,6 MDH en 2018, a fait savoir le communiqué, précisant que cette diminution est due essentiellement au retard sur certains projets importants ainsi qu'au changement de méthode appliqué en 2019 pour l'activité Secure Digital Solutions (SDS).

En effet, selon S2M, l'activité SDS a affiché une baisse du résultat d'exploitation à cause, d'une part, des retards enregistrés dans la réalisation de quelques projets d'envergure dont la réception sera constatée en 2020, et d'autre part, de l'adoption, dans le cadre d'une démarche volontariste du management, d'une nouvelle méthode comptable de constatation du chiffre d'affaires à l'achèvement ainsi que des encours de prestations sur les projets, rapporte la MAP.

"Cette méthode a été adoptée en raison de la forte croissance des projets, de leur taille, et par conséquent de leur durée (à cheval sur plusieurs exercices). Ce changement de méthode comptable qui suit les meilleures pratiques prudentielles, détériore donc les agrégats de 2019", a expliqué S2M.

Par ailleurs, l'entreprise a annoncé le quasi-doublement de son carnet de commandes entre le début et la fin dudit exercice. De ce fait, le management "demeure confiant quant à la croissance et la rentabilité de cette activité pour l'exercice 2020".

En ce qui concerne le contexte actuel de crise sanitaire, l'entreprise estime que cette dernière "n'a aucun impact sur les comptes de 2019 et que les efforts du management sont tournés vers la limitation des impacts pour 2020". "En effet et compte tenu de la nature des produits et services de paiement digital de la société auprès de ses clients essentiellement dans le secteur bancaire, le management est confiant dans la résilience de l'entreprise dans le contexte de la pandémie", a conclu le communiqué.

Des insuffisances en matière d'analyse de la conjoncture subsistent au Maroc



« Malgré un nombre important d'organismes chargés du suivi de la conjoncture présent sur le territoire national, des insuffisances en matière d'analyse de la conjoncture subsistent », a relevé le Centre marocain de conjoncture (CMC) dans sa dernière publication mensuelle « Maroc Conjoncture » (n° 322).

Ces insuffisances « concernent l'état de l'information et son utilisation par ses différents détenteurs, ce qui limite considérablement toute tentative de développement des méthodes d'évaluation de l'activité économique », a indiqué l'observatoire privé et indépendant de l'économie marocaine soulignant un besoin de données plus adaptées et plus pertinentes.

S'intéressant aux évolutions économiques de très court terme, l'analyse conjoncturelle a pour objectif de « fournir un diagnostic sur l'évolution récente et future de l'activité économique et anticiper ses tendances », a d'emblée relevé le CMC notant de ce fait qu'« elle apporte une aide précieuse aux différents responsables tant publics que privés dans leur prise de décision ».

Mais pour cela, « il est indispensable de posséder une information fiable, régulièrement mise à jour et facilement accessible », provenant de sources diverses telles que les enquêtes, statistiques administratives, a estimé le Centre dans ce spécial dédié à « l'entreprise marocaine dans une nouvelle conjoncture ».

S'il est vrai que le Maroc a fourni des efforts importants dans

ce sens, tout porte à croire que « beaucoup reste à faire », a estimé cet organisme qui s'est spécialisé dans l'analyse et le suivi de la conjoncture, la prévision et l'évaluation d'impact.

Dans ce spécial, outre sa réflexion sur les modèles d'analyse de la conjoncture au Maroc et la nécessité d'avoir des données plus adaptées et plus pertinentes, le CMC s'est également intéressé à cinq autres axes. A savoir : « Les laissés-pour-compte de la mondialisation : contestation des politiques publiques » ; « Epargne au Maroc : des seuils en deçà des niveaux d'investissement » ; « Système statistique et réalité économique : mesure statistique et réalité sous-jacente » ; « Accès des entreprises au crédit : Small is not beautiful ! » et « Dynamique démographique, croissance et inclusion

: les enjeux de la décennie 2020 ».

Concernant l'axe sur « Les laissés-pour-compte de la mondialisation : contestation des politiques publiques », le CMC a d'abord soutenu que les manifestations fortement inégalitaires de la mondialisation constituent les principaux facteurs de la remise en cause des politiques publiques, avec pour principal vecteur l'insuffisance chronique des aides aux individus à revenus faibles ou en voie de dégradation.

Puis, il a fait remarquer que « les promesses des politiques soutenant la mondialisation, inspirées par les économistes néolibéraux, n'ont pas tardé à décevoir devant le recul généralisé des revenus de la majorité des populations, à l'exclusion du décile supérieur des classes les plus riches ».

Abordant le volet sur l'épargne au Maroc, le Centre a affirmé qu'elle est la variable qui assure la répartition intergénérationnelle de la richesse, au plan opérationnel, et qu'elle constitue « un levier majeur de toute dynamique de croissance », ajoutant qu'insuffisance est synonyme d'aggravation des besoins de financement nécessitant un recours accru au financement monétaire ou à l'endettement.

S'agissant du système statistique, le CMC note que « les systèmes d'informations et d'informations statistiques, en particulier par leur degré de pertinence et de performance et par l'étendue de leur couverture sectorielle et spatiale, constituent un indice révélateur du niveau de développement du pays ». Et de souligner qu'ils reflètent l'avance-

ment réalisé en matière de transparence et de bonne gouvernance économique.

Quant à l'axe relatif à l'accès des entreprises au crédit, le Centre a rappelé les résultats de l'enquête nationale réalisée par le Haut-commissariat au plan (HCP) en 2019 révélant d'une part que 63% des chefs d'entreprise TPE sont « insatisfaits » des services offerts par les institutions financières, et d'autre part que la faiblesse des financements externes, notamment bancaires, des entreprises s'expliquerait, entre autres, par les garanties exigées qui seraient trop contraignantes.

Enfin, il ressort de ces réflexions sur la dynamique démographique et des enjeux de la décennie 2020 que « les transformations en profondeur des structures démographiques depuis plusieurs décennies constitueront pour les années à venir l'un des facteurs déterminants qui conditionneront non seulement le rythme de croissance mais aussi les capacités de création d'emploi et le potentiel d'inclusion ».

Le CMC, qui effectue régulièrement des recherches et des études macroéconomiques, sectorielles, démographiques et commerciales destinées aux entreprises privées et aux organismes publics, a en effet relevé que « les projections effectuées à l'horizon 2030 font apparaître des changements notables dans les structures démographiques qui auront des répercussions directes sur l'équilibre du marché du travail et le potentiel de production ».

Alain Bouithy



Le CMC publie un spécial sur l'entreprise marocaine face à la nouvelle conjoncture

Contribution du Groupe Walili au Fonds spécial dédié à la gestion de la pandémie du coronavirus

Le groupe immobilier Walili a annoncé, récemment, une contribution de 2 millions de dirhams (MDH) au Fonds spécial dédié à la gestion de la pandémie du coronavirus Covid-19, dans le cadre de l'élan de solidarité nationale impulsée par SM le Roi Mohammed VI.

Le groupe a également décidé de mener une campagne de distribution de paniers alimentaires au profit des familles en difficulté dans les quartiers populaires de Casablanca en plus de sa participation au Fonds spécial, indique un communiqué de Walili. "Nous nous inscrivons pleinement dans l'esprit de solidarité de l'initiative de SM le Roi et à ce titre nous y répondons en apportant notre contribution

à ce Fonds spécial", a assuré le président du groupe Walili, Driss Nokta.

Selon le communiqué, le président du groupe a souligné l'importance de faire preuve de solidarité "en ces temps difficiles", ajoutant qu'"en tant qu'entreprise opérant dans un secteur stratégique, à savoir l'immobilier, nous avons décidé d'être à la hauteur des enjeux du moment et d'assumer notre responsabilité".

"A ce titre, et en dépit du fait que tous les chantiers et projets sont aujourd'hui à l'arrêt, nous avons décidé de maintenir l'emploi de nos collaborateurs ainsi que l'ensemble de leurs rémunérations", a-t-il fait savoir.

Le dirham se déprécie de 4,56% face à l'euro

Le dirham s'est déprécié de 4,56% par rapport à l'euro et de 3,40% vis-à-vis du dollar, au cours de la période allant du 26 mars au 1er avril, indique Bank Al-Maghrib (BAM). Au cours de cette période, aucune opération d'adjudication n'a été réalisée sur le marché des changes, indique BAM dans son dernier bulletin des indicateurs hebdomadaires.

Au 27 mars 2020, les réserves internationales nettes se sont établies à 248,9 milliards de dirhams (MMDH), en progression de 2,9% d'une semaine à l'autre, fait savoir BAM, précisant que cette évolution est liée principalement à un effet de change. En glissement annuel, les réserves internationales nettes ont enregistré une hausse de 9,4%.

Bank Al-Maghrib a injecté, au cours de la même semaine, un montant de 33,7 MMDH sous forme d'avances à 7 jours sur appel d'offres. Tenant compte des injections de 58,6 MMDH sous forme d'opérations de pension livrée, de 2,3 MMDH dans le cadre du programme de soutien au financement de la TPME et de 4,6 MMDH au titre des opérations de swap de change, l'encours global des interventions ressort à 99,2 MMDH.

Durant cette période, le taux interbancaire s'est situé à 2% en moyenne et le volume quotidien des échanges à 4,1 MMDH, précise BAM, ajoutant que la banque centrale a injecté un montant de 18 MMDH sous forme d'avances à 7 jours lors de l'appel d'offres du 1er avril (date de valeur le 2 avril).

La BCP se mobilise pour accompagner le dispositif de soutien aux ménages

Le groupe Banque Centrale Populaire (BCP) s'est dit pleinement mobilisé pour accompagner le dispositif de soutien provisoire aux ménages, visant à faire face à la crise sanitaire que traverse actuellement le Maroc.

Ce dispositif vise à allouer une aide financière aux ménages des secteurs formel et informel, dont les revenus ont été impactés par cette situation inédite, servie par le Fonds spécial de gestion de la pandémie du coronavirus créé sur Hautes instructions de SM le Roi Mohammed VI, indique le groupe

lundi dans un communiqué.

S'agissant des ménages du secteur informel, les Ramedistes ayant effectué leurs déclarations sur le 1212 et dont les dossiers ont été acceptés seront informés par SMS progressivement, à compter de ce lundi, du montant et du lieu de retrait des aides qui leur seront versées, relève la même source.

Le groupe BCP met à la disposition de ces ménages un réseau de plus de 1600 guichets automatiques bancaires, 2420 points de services Chaabi Cash et Tasshilat et 482 branches de la Fondation Attawfiq Microfinance, où ils pourront se diriger selon le point de retrait qui leur aura été préalablement indiqué par SMS, rapporte la MAP.

Il s'agit également d'un Centre de relations clients du groupe Banque Populaire, disponible du lundi au samedi de 9h à 17h au 0802002666 pour les assister dans toutes les étapes et répondre à l'ensemble de leurs questions, poursuit le groupe.

Afin d'accompagner cette opération d'envergure nationale, des affiches explicatives ont été exposées à proximité de l'ensemble des GAB Banque Populaire, précise le groupe, ajoutant qu'une capsule didactique est également relayée sur YouTube (lien : http://bit.ly/mad_bp) ainsi que sur les réseaux sociaux.



sur les réseaux sociaux.

Par ailleurs, les clients salariés du secteur formel affiliés à la CNSS, ayant subi un arrêt total ou partiel d'activité induit par la pandémie du coronavirus, recevront leurs aides financières directement par virement bancaire sur leur compte à partir du mercredi 8 avril,

selon la même source.

Au vu des circonstances exceptionnelles actuelles et pour la protection de tous, le groupe BCP recommande vivement de privilégier les services de banque à distance (Chaabi Net, Pocket Bank...) et les GAB pour les opérations au quotidien. La banque a également renforcé ses mesures préventives

au niveau de ses guichets automatiques, qui sont désinfectés tout au long de la journée, ainsi que dans ses agences et ses différents locaux.

Dans ces moments difficiles, la Banque Populaire reste engagée et mobilisée plus que jamais pour accompagner et servir au mieux tous les citoyens, conclut le communiqué.

Mise à disposition d'un réseau de plus de 1600 guichets, 2420 points de services et 482 branches de la Fondation Attawfiq Microfinance

Le HCP appelle les entreprises à une adaptation des échanges de l'information économique

Le Haut-commissariat au plan (HCP) a émis un appel aux entreprises du Maroc pour une adaptation des échanges de l'information économique au contexte national marqué par la crise du Covid-19.

"A cet effet, nous sommes amenés, compte tenu en particulier de ce contexte, à substituer, dans nos enquêtes auprès des entreprises, aux contacts physiques directs avec ces dernières les échanges par email ou à défaut par fax", indique le HCP dans un communiqué.

Ainsi, rapporte la MAP, le HCP a mis

en place l'adresse email, enquetesentreprises@hcp.ma et le numéro de fax 05-37-77-32-17 dédiés aux échanges avec les entreprises, en espérant leur usage par le plus grand nombre parmi ces dernières des destinataires du questionnaire de l'enquête de conjoncture au titre du 2ème trimestre 2020 et ce, avant la fin du mois de mai.

A cet égard, le HCP saisit l'occasion pour rappeler les dispositions de l'article 8 du Décret Royal portant loi n° 370-67 du 10 Joumada I 1388 (5 août 1968) qui confèrent aux informations recueillies par le

HCP le caractère du secret statistique et les obligations juridiques qui en découlent.

"Connaissant la vitalité de votre rôle dans la création de la croissance et de l'emploi dans notre pays, et conscient de la valeur de votre contribution à la diffusion d'une connaissance objective des réalités économiques et sociales nationales, nous sommes convaincus que, plus que jamais auparavant, vous porterez un intérêt particulier à répondre aux questions que nous vous adressons trimestriellement et à nous en transmettre, avec la plus grande célérité

possible, vos réponses selon les modalités de votre choix", poursuit le HCP.

Rappelant "le contexte difficile que traverse notre pays et dont vous n'ignorez pas les besoins vitaux d'information économique et sociale qu'il impose", le HCP se dit tenu de "continuer à réaliser les enquêtes auprès des entreprises et fournir aux décideurs publics et aux citoyens les données circonstanciées indispensables pour faire face à la situation actuelle et préparer le nécessaire et salutaire rebond de l'activité de notre pays d'après la crise".

Lady Gaga et une constellation d'artistes de renom en concert virtuel



Plusieurs artistes, dont Lady Gaga, Elton John, Stevie Wonder et Alanis Morissette participeront le 18 avril à un concert virtuel en ligne baptisé #TogetherAtHome (Ensemble à la maison), afin de soutenir les efforts de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et des travailleurs du secteur médical dans la réponse mondiale à la pandémie de COVID-19. Selon l'ONG Global Citizen, organisatrice de l'événement, ces artistes réunis autour de la chanteuse américaine Lady Gaga participeront au concert que des gens du monde entier pourront suivre

depuis chez eux sur Internet, le samedi 18 avril à 20 heures, heure de New York (dimanche 19 avril à minuit en temps universel). L'initiative #TogetherAtHome vise à inciter les gens à rester à chez eux et à se mobiliser face au coronavirus. "Il est si important de penser à l'échelle mondiale et de soutenir l'Organisation mondiale de la santé pour endiguer la pandémie et prévenir de futures épidémies", a déclaré Lady Gaga, citée dans un communiqué. "Nous voulons souligner la gravité de ce mouvement historique, sans précédent", a-t-elle dit, ajoutant que 35 millions de dollars ont

été recueillis ces sept derniers jours pour soutenir les efforts de l'OMS.

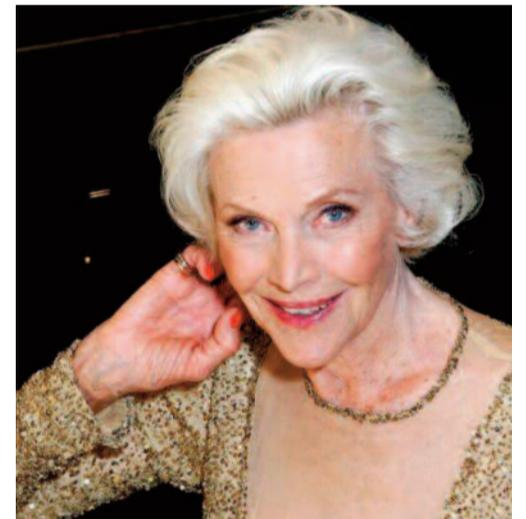
Les artistes annoncés à l'affiche comprennent notamment les chanteurs britanniques Paul McCartney et Elton John, le ténor italien Andrea Bocelli, le pianiste Lang Lang et les chanteurs américains John Legend, Alanis Morissette et Stevie Wonder. Le footballeur David Beckham, l'actrice Kerry Washington, ainsi que l'acteur Idris Elba et son épouse mannequin Sabrina qui ont été testés positif au coronavirus, participeront également à ce rassemblement en ligne.

Bouillon

de culture

Honor Blackman

L'actrice britannique Honor Blackman, une des James Bond girl les plus célèbres pour son rôle de Pussy Galore dans "Goldfinger", est décédée lundi à l'âge de 94 ans, a déclaré sa famille. "Elle est morte paisiblement, de cause naturelle, dans sa maison du Sussex (Sud de l'Angleterre), entourée de sa famille", ont annoncé dans un communiqué ses deux enfants adoptifs, Barnaby et Lottie, et ses quatre petits-enfants. Honor Blackman est devenue une véritable star en 1964, incarnant à l'âge de 38 ans Pussy Galore, partenaire de l'espion britannique James Bond, alors joué par Sean Connery, dans "Goldfinger", le troisième volet de la série. Si son personnage finit par céder aux charmes de l'espion, la scène où elle rejette ses avances d'une prise d'art martial impeccable, faisant atterrir James Bond sur la paille d'une grange, est l'une des plus célèbres de la franchise. "En plus d'être une mère et une grand-mère adorée, Honor était une actrice au talent extrêmement prolifique", ont tenu à lui rendre hommage ses enfants, selon qui la "beauté, le cerveau et les prouesses physiques" côtoyaient chez elle "une voix unique et une véritable éthique de travail". Honor Blackman a aussi joué dans de nombreuses "productions théâtrales de notre époque", ont-ils rappelé, comme "My Fair Lady", "The Sound of Music" ou encore "Cabaret". L'actrice était aussi connue pour avoir joué Cathy Gale dans la série des années 1960 The Avengers.



L'OMS accueillera le premier festival du film sur le thème de la "santé pour tous" en mai



L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) devra accueillir le mois de mai prochain, à Genève, à l'occasion de la 73^{ème} Assemblée mondiale de la Santé, le premier festival du film sur le thème de la "santé pour tous", indique l'organisation sur son site. Le festival du film "Santé pour tous" entend donner aux individus la possibilité de se saisir du pouvoir de la narration, et montrer le rôle des personnes et des communautés dans la promotion de la santé et du bien-être.

L'OMS a ainsi lancé un appel aux réalisateurs amateurs munis d'un smartphone et souhaitant raconter comment la communauté a été amenée à changer, ou les collaborateurs avec une société de production pour promouvoir le dialogue sur des problèmes et des solutions à l'échelle mondiale dans le domaine de la santé.

Les réalisateurs sont invités à participer en présentant leur film dans l'une des trois catégories. Les deux premières sont ouvertes à toutes les questions de santé mentionnées dans les conditions de participation, tandis que la troisième catégorie concerne uniquement les films ayant pour thème le personnel infirmier et les sages-femmes – en 2020, thème de célébration de cette année.



Salaires, mercato...

La Fifa se veut "flexible" face au coronavirus



Se voulant "flexible" en pleine crise sanitaire, la Fifa a recommandé lundi de trouver des accords salariaux dans les clubs, fragilisés financièrement, et de reporter le mercato d'été et les éventuelles fins de contrats pour pouvoir achever la saison, selon des sources proches de l'instance.

C'est le résultat d'une réflexion entamée le 18 mars par un groupe de travail, au lendemain de l'annonce du report inédit à 2021 de l'Euro de football: puisque la pandémie de coronavirus a eu "un impact majeur" sur les revenus des clubs, précipitant certains au bord du dépôt de bilan, le football "doit trouver des solutions justes et équitables (...) avec l'objectif de protéger des emplois", estime la Fifa, selon des sources interrogées par l'AFP.

Dans un ensemble de directives établies en accord avec les

confédérations et qui vont être transmises aux 211 fédérations membres, l'instance basée à Zurich encourage "fortement les clubs et les joueurs" à collaborer pour trouver des accords pendant la suspension des compétitions nationales et internationales.

La Fifa suggère d'étudier quelles mesures sont envisageables, "y compris des mesures gouvernementales" pour soutenir les clubs et les joueurs, que les salaires "soient retardés ou réduits" et si un système d'assurance peut s'appliquer.

Si clubs et joueurs ne peuvent tomber d'accord, essentiellement sur une baisse du salaire déjà mise en œuvre par plusieurs clubs en Europe mais contestée par certains joueurs, des litiges seront alors soumis à la Fifa. L'instance vérifiera dès lors notamment s'il y a eu une "véritable tentative" du club de trouver un accord avec les

joueurs, quelle est la situation économique du club et si les joueurs ont été traités de façon "juste".

Si en Allemagne, Espagne ou Italie, les sacrifices salariaux de joueurs se multiplient face à la crise du coronavirus, la Premier League anglaise espère pour sa part obtenir 30% de baisse de salaires des footballeurs mais ces derniers se montrent réticents malgré la pression de l'opinion.

L'attaquant Wayne Rooney, ancien capitaine de l'Angleterre, a affirmé dimanche que les footballeurs professionnels, fustigés par certains membres du gouvernement parce qu'ils tardaient à accepter de baisser leurs salaires, sont "des cibles faciles".

La Fifa suggère également que les contrats des joueurs, ce qui inclut les prêts, "soient prolongés jusqu'à la fin de la saison actuelle", c'est-à-dire au-delà du 30 juin, afin de préserver "l'intégrité et la sta-

bilité" sportive.

Si la saison s'étire pendant l'été, de telles prolongations permettraient par exemple à un club comme le Paris SG de conserver jusqu'au terme de l'exercice son avant-centre Edinson Cavani ou son capitaine Thiago Silva, qui sont en principe libres de tout contrat au 1er juillet.

Certes, ces directives de la Fifa ne sont que des recommandations car c'est le droit national, notamment le droit du travail qui s'applique dans chaque Etat. Mais ces consignes "sont importantes et étaient attendues dans la mesure où la Fifa a une autorité morale très forte", estime une source proche de l'instance.

Concernant le mercato estival, dont les dates sont habituelles très encadrées, la Fifa permettra de "repousser les fenêtres de transferts pour qu'elles tombent entre la fin de la saison en cours et le

début de la prochaine". La fédération internationale, qui promet de se montrer "flexible" à ce sujet, s'assurera cependant qu'un niveau de "coordination" existe entre les différents pays.

Une mesure réclamée par plusieurs dirigeants de club, comme le nouveau président de Rennes (France), Nicolas Holveck: "Si le championnat doit se finir après le 30 juin, ce qui est plus qu'une probabilité, et si on veut que l'équité soit respectée, forcément il faudra que les contrats se terminant au 30 juin ou les contrats de prêt soient prolongés pour que les clubs puissent finir avec leur effectif", a-t-il déclaré dimanche lors d'une conférence téléphonique.

"Le premier niveau, c'est le droit du travail, il prévaudra. Et le deuxième, c'est la Fifa, qui a un rôle important à jouer avec la période de mercato", a-t-il ajouté.

Accord trouvé pour la baisse des salaires dans le championnat d'Italie



Les clubs du championnat d'Italie, interrompu depuis le 9 mars, ont trouvé un accord sur la réduction des salaires de leurs joueurs face à la crise provoquée par l'épidémie de coronavirus, a annoncé lundi la Ligue italienne de football.

Aux termes de cet accord, il a été prévu une réduction "d'un tiers de la rémunération brute annuelle" des joueurs en cas d'annulation définitive de la fin de saison.

Si le championnat devait en revanche reprendre, la diminution ne serait que "d'un sixième de la rémunération brute annuelle".

Des accords individuels doivent en-

core être signés entre les clubs et les joueurs, qui renoncent donc à une somme comprise entre deux mois et quatre mois de salaire.

Dans la soirée, le syndicat des joueurs professionnels (AIC) a cependant dénoncé une décision qualifiée d'"irrecevable".

"La volonté, à peine dissimulée, de faire porter à des joueurs présentés sous un mauvais jour la responsabilité d'éventuels dégâts économiques liés à une situation de crise fait réfléchir quant à la crédibilité de ceux qui devraient soutenir le monde du football dans ces moments difficiles", écrit le syndicat dans un communiqué.

La décision annoncée lundi par la

Ligue a été prise à l'unanimité des clubs de Serie A, à l'exception de la Juventus, qui avait précédemment trouvé un accord avec ses propres joueurs.

Le club turinois avait expliqué que les baisses de salaires acceptées par ses joueurs et son entraîneur Maurizio Sarri sur la période allant de mars à juin auraient "un impact positif de 90 millions d'euros sur l'exercice financier 2019/2020".

La Ligue italienne, qui était réunie ce lundi en visio-conférence, a par ailleurs répété sa "volonté d'amener la saison à son terme et de reprendre le jeu, sans courir de risques, uniquement quand les conditions sanitaires et les décisions gouvernementales le permettront".

Argent public et salaires mirifiques

Orage sur le foot anglais



En pleine pandémie de coronavirus, la cacophonie règne en Angleterre entre gouvernement, clubs, joueurs et leur syndicat. Critiquée pour son recours aux aides publiques, l'opulente Premier League doit trouver un accord sur des baisses salariales pour sauver la face devant une opinion publique exaspérée.

"C'est désormais une situation où il n'y a aucun gagnant", a déploré dimanche l'ancien capitaine de la sélection anglaise Wayne Rooney dans une tribune publiée par le Sunday Times.

Le débat a viré au dialogue de sourds entre ceux choqués de voir des clubs riches mettre leur petit personnel au chômage partiel et ceux révoltés que les joueurs n'aient pas encore baissé leurs salaires.

La décision de Tottenham et Liverpool, deux clubs largement bénéficiaires, d'utiliser le programme de sauvegarde de l'emploi du gouvernement, est mal passée y compris chez

leurs supporters ou d'anciennes gloires comme Stan Collymore et Jamie Carragher, d'autant que d'autres clubs aisés, comme Manchester City, ont fait le choix inverse.

Lundi soir, les Reds ont d'ailleurs cédé à la pression et publié une lettre sans équivoque du président Peter Moore, renonçant aux aides publiques en reconnaissant être "arrivés à la mauvaise conclusion", et que les dirigeants étaient "vraiment désolés". Mais ce qui choque encore plus l'opinion publique, c'est que certains des joueurs les mieux payés d'Europe continuent à recevoir leurs salaires hebdomadaires parfois supérieurs à 200.000 GBP (228.000 EUR).

Lier les deux aspects (aides publiques et salaires des joueurs), comme l'a fait le ministre de la santé Matt Hancock jeudi dernier, a été une erreur, a pourtant estimé le syndicat des footballeurs (PFA).

Réduire ces salaires mirobolants pour payer les salariés "non-joueurs"

reviendrait à faire payer à des employés (les joueurs) les décisions des entreprises que sont les clubs.

Les discussions sur des baisses ou des reports de salaire - les clubs de Premier League ont évoqué des coupes pouvant aller jusqu'à 30% du montant annuel - doivent pourtant bien reprendre cette semaine.

Lundi encore, la Fifa a encouragé "fortement les clubs et les joueurs" à trouver des compromis pour que les salaires "soient retardés ou réduits" afin de traverser cette crise, selon des sources proches de l'instance.

Mais l'accueil très frais réservé par la PFA à cette idée laisse augurer des discussions houleuses.

Le président du syndicat, Gordon Taylor, a notamment reproché aux clubs le flou des modalités de ces baisses et de ces reports décrits comme "conditionnels" par la Premier League.

"Je pense que si les clubs ne sont pas capables (...) d'expliquer pleinement leur position, ils doivent s'attendre à de

la défiance de la part des joueurs", a déclaré dimanche Taylor au Telegraph.

Les joueurs "veulent la transparence complète (...) Ils veulent en connaître les raisons et où va aller l'argent", a-t-il ajouté.

Soucieuse de négocier un accord global afin de défendre au mieux l'intérêt des nombreux footballeurs qui ne font pas partie des "millionnaires" de la Premier League, la PFA a sa part de responsabilité concernant le retard pris par le football anglais dans la vague de solidarité affichée par les joueurs des plus grands clubs en Allemagne, en Espagne ou en Italie.

Mais l'opinion publique britannique, qui aime faire des footballeurs ses "boucs émissaires", pour reprendre une expression utilisée par Rooney, s'impatiente.

Selon un sondage YouGov publié en fin de semaine dernière, 92% des 2154 personnes interrogées estimaient que les joueurs de l'élite anglaise devaient faire des sacrifices financiers et

plus des deux tiers chiffreraient même cet effort à 50% ou plus de leur salaire.

Lundi toujours, la fédération anglaise de football a annoncé que ses salariés les mieux payés, parmi lesquels le sélectionneur anglais Gareth Southgate, avaient accepté une baisse de salaire temporaire de 30%, laissant la Premier League encore un peu plus isolée.

De nombreux joueurs ne sont pourtant pas des sans-cœurs.

Plusieurs initiatives individuelles à destination d'associations ont déjà vu le jour, comme des dons accompagnés parfois de levées de fonds.

Et bien avant les déclarations du ministre Matt Hancock, les capitaines des 20 équipes de Premier League travaillaient déjà à la constitution d'un fonds d'aide pour aider directement les services de santé britanniques.

Mais le temps ne joue pas en leur faveur dans cette bataille où les dégâts en termes d'image sont déjà considérables...

Le Barça se débat sous sa lourde masse salariale



Le FC Barcelone ploie face à la pandémie: club ayant les plus hauts revenus du monde mais aussi l'une des pires masses salariales, le géant catalan est pris à la gorge entre arrêt des compétitions, tensions avec ses stars et travaux somptuaires pour son stade.

Plus d'un milliard d'euros: voilà le

chiffre d'affaires record avancé par le Barça dans son budget prévisionnel pour la saison 2019-2020. Mais la crise sanitaire due à la pandémie de nouveau coronavirus, qui a durement frappé l'Espagne (deuxième pays le plus endeuillé au monde derrière l'Italie) et paralysé la Liga le 12 mars, a obligé le Barça à revoir ses objectifs financiers à

la baisse et à prendre des mesures drastiques pour éviter la noyade.

"Évidemment, on n'arrivera pas à atteindre les 1,050 milliards d'euros de revenus" prévisionnels, a reconnu le président du FC Barcelone Josep Maria Bartomeu dans un entretien au journal catalan Mundo Deportivo, le 31 mars.

Au total, selon la presse espagnole, le Barça pourrait perdre plus de 130 millions d'euros si Liga et Ligue des champions ne vont pas à leur terme: 48 M EUR de revenus générés par le Camp Nou (billets, musée), et près de 84 M EUR de droits TV non perçus. Sevrés de recettes, le club ayant eu la saison dernière le plus de revenus au monde selon le cabinet Deloitte a dû trouver un accord avec les joueurs professionnels pour une baisse de 70% de leurs salaires jusqu'à la reprise de la compétition. Cela lui permettra d'économiser 14 millions d'euros par mois.

L'accord a néanmoins provoqué un couac de communication qui a vu les stars du vestiaire, Lionel Messi en tête, doubler le club en publiant un

communiqué sur le sujet pour défendre leur image... et ajouter 2% à la somme de leur initiative.

"Il y a une très forte diminution des revenus, donc nous essayons de compenser cela avec une réduction des salaires des sportifs et des employés (...), une diminution des frais, et des reports de projets" comme les travaux du nouveau Camp Nou, suspendus, a expliqué Bartomeu. La rénovation du Camp Nou, à son lancement, avait été estimée à 420 M EUR, lissés sur plusieurs saisons.

Le président du club omnisport a précisé qu'en incluant les autres sections professionnelles (basket, handball...), également concernées par l'accord, le total des salaires économiques correspondait à 16 M EUR par mois.

Pour le reste des salariés, la direction du Barça a mis en place un plan de chômage partiel (ERTE), accepté dimanche par la Liga. Mais la plupart des employés percevront quand même la totalité de leur salaire, grâce au geste des joueurs professionnels.

"La direction prise par les clubs qui demandent des ERTE et qui trouvent des accords avec les joueurs va nous assurer que notre industrie souffre un peu moins en cette crise sanitaire", a réagi une source au sein de LaLiga, qui espère que, à terme, 90% des clubs des deux premières divisions espagnoles annonceront des plans de chômage partiel.

Grand rival du Barça, le Real Madrid n'a pour sa part encore rien annoncé. Financièrement, le club merengue semble mieux s'en sortir: il a bouclé ses derniers exercices dans le vert et a cumulé plus de 300 millions d'euros de bénéfices depuis 2009 selon la presse spécialisée, grâce à une politique de modération salariale menée depuis plusieurs saisons.

Pour autant, en surface, le Barça ne s'inquiète pas: "Nous sommes le club le plus riche du monde. Nous avons des écoles, un musée... Donc oui, cette suspension nous affecte plus que d'autres, mais on s'en relèvera aussi plus vite", a assuré le président Bartomeu dans un entretien à Sport.

L'ombre d'une pénurie de médicaments plane sur l'Europe

Dans l'attente d'un vaccin contre le nouveau coronavirus, certains médicaments utilisés pour traiter les symptômes de la maladie risquent de manquer cruellement en Europe, continent le plus endeuillé.

La pandémie de covid-19 mange les stocks, des sédatifs administrés pour l'intubation de patients qui luttent pour respirer, jusqu'aux médicaments antipaludéens dont l'utilisation a été encouragée par le président américain Donald Trump.

"La disponibilité continue des médicaments, en particulier ceux utilisés pour les patients atteints de covid-19, est une préoccupation majeure", a déclaré lundi l'Agence européenne du médicament (EMA), basée à Amsterdam.

L'Europe, qui compte plus de 50.000 morts, espère une poursuite de la baisse du nombre de décès, mais le chemin est encore long et certains pays commencent à constater des pénuries de médicaments, ou s'attendent à ce que ces pénuries se produisent "très bientôt", indique

l'EMA dans un communiqué.

Fin mars, neuf grands hôpitaux européens ont lancé un appel à l'aide, demandant une coopération internationale pour garantir un approvisionnement régulier en produits médicaux.

Ils craignent être à court de médicaments essentiels pour les patients en services de réanimation, tels que des relaxants musculaires, des sédatifs et des médicaments analgésiques, consommés rapidement et avec un réapprovisionnement "insuffisant ou inexistant" en raison de l'afflux de malades du coronavirus.

Une situation de "crise sanitaire extraordinaire" qui conduit l'EMA à prendre des mesures : dorénavant, chaque société pharmaceutique rendra compte directement à l'agence pour une meilleure communication entre l'industrie et l'Union européenne.

Un comité exécutif existant, consacré aux pénuries de médicaments causées par "des événements majeurs", qui regroupe l'EMA, la Commission européenne et les autorités compétentes de chaque pays membre, va examiner les réglementations

qui pourraient être assouplies pour garantir l'approvisionnement.

En France, le Premier ministre Edouard Philippe a reconnu des "tensions très fortes" sur certains médicaments nécessaires aux services de réanimation et de soins intensifs, dues à une demande "inouïe" dans le

monde confronté à la pandémie.

Selon l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris, qui réunit 35 hôpitaux de la région, certains curares, hypnotiques, corticoïdes ou antibiotiques sont en forte tension, à des degrés différents selon les molécules.

Même constat en Espagne, où l'Agence du médicament (AEMPS) a évoqué des "tensions ponctuelles" sur l'approvisionnement de certains médicaments utilisés dans les unités de soins intensifs pour traiter les patients atteints du covid-19, en particulier les sédatifs administrés pour les intubations.

Les agences sanitaires se voient contraintes de diffuser aux hôpitaux les bonnes pratiques d'usage des molécules en tension, ainsi que les alternatives possibles, quand elles existent.

Les autorités françaises ont par exemple autorisé à titre dérogatoire l'usage de certains médicaments en dehors de leur usage habituel, comme des médicaments à usage vétérinaire lorsqu'ils ont la même substance active que le médicament à

usage humain.

Dans un guide mis en ligne pour aider les médecins à faire face à ces pénuries, la Société espagnole de Médecine intensive (SEMICYUC) explique être obligée de "considérer des prescriptions de sédation inhabituelles".

Les autorités françaises assurent être en liaison avec les laboratoires pour "s'assurer que la France bénéficiera rapidement d'un réapprovisionnement" des médicaments en tension, tandis que les laboratoires espagnols ont augmenté la production des produits concernés.

L'engouement suscité par certains produits faisant l'objet de traitements expérimentaux très médiatisés pour soigner le covid-19 font également craindre l'apparition de problèmes d'approvisionnement pour les patients habituellement traités avec ces médicaments.

C'est le cas par exemple de la chloroquine, traitement contre le paludisme, et son dérivé l'hydroxychloroquine (Plaquenil en France), ou l'association lopinavir/ritonavir (Kaletra et générique) utilisé contre le VIH.



Les hôpitaux craignent d'être à court de médicaments essentiels pour les patients en réanimation

Mots flechés

Par Abou Salma

Jeux & Loisirs

MALHEUR	REPORT-ER	COMPRIS	NOTE MATÉRIEL DE COUTURE	EXERCICE DE PHYSIQUE	RÈGLEM-ENT DE COMPTE	SAC DE TOILE BISMUTH	TERRE À BÂTIR
					À L'ENVERS: BAR		
PRÉPO-SITION		CARDIN-AUX		POURRI			
ROMAINS		LETTRES DE PIERRE VAGUE		QUARTIER DE PARME	VIN	FORME D'ÊTRE EN VOGUE	
FOUDR-OYÉ							
				PETIT MUR			MIS SUR LA TABLE POUR LE REMIS
AUTOCL-AVE				RADOTA	PETIT RUISSEAU		EN DIRECT
CZAR		SITUÉES				GRECQUE	RAREM-ENT
DÉTOU-RNÉE		BRIGUER				GRECQUE	
					ÉTROIT		
RAPPEL D'UN ARTISTE SUR SCÈNE	CONIFÈRE	FIN DE MALADIE		AVEC LES POULES	EN PREMIER		ULTRA-VIOLET
			TONNEAU			VENUE AU MONDE VOYELLES	
SEIN DE FEMME					SODIUM		EN ARRIÈRE
FIN DE VERBE			BRIN				

Solution mots flechés d'hier

ADJACENT	EU	LIVRE	UN	G	ZESTE	OEUF	TEL	R	PIRE	GOAL	ET
ACCOMPLI	COSSSE	NAU	AN	EPÉE	TUTEUR	SI	SA	QUAI	TENU	ELUE	IBU
PEUR											

Directeur de la Publication et de la Rédaction
Mohamed Benarbia

Secrétaire général de la Rédaction
Ahmed Saâïdi

Rédaction
Mohamed Bouarab
Hassan Bentaleb
Alain Bouithy
Mourad Tabet
Wafaa Mejdoubi
Mehdi Ouassat
Chady Chaabi

Responsable des ressources humaines
Atika Rachdi

Directeur artistique
Fouad Ezzafir

Service technique
Khadija Sabi (Responsable)
Meryem Warrach
Myriem Rehane
Khadija Halafi
Hafid Bouzarouata
Mariama Farki
Elkandoussi Elmardi

Révision
Abdelmoumeïn Warrach

Secrétariat
Asmaa Tabaa

Photographe
Ahmed Laaraki

Documentation
Nadia Ghazali

Correspondants
Ahmadou El Katab
(Laâyoune)
Abdelali khallad
(Essaouira)

Collaborateurs
Mustapha Elouizi
Chouaib Sahnoun
Khalil Benmouya

Adresse de la Rédaction
33, Rue Amir Abdelkader
B.P. 2165 - Casablanca Maroc

E-mail:
Liberation@libe.ma
Téléphone:
0522 61.94.04
0522 62.32.32
Fax de la rédaction:
0522 62.09.72
Service annonces et publicité
E-mail:
annoncesliberation@libe.ma

Youssef El Gahs
Mouna El Yousseoufi
Loubna Baghdadi
Latifa Mounib
Rkia Ait Dahman
Siham Zaïter
Fadwa Choukri

44, Avenue des F.A.R
3ème Etage - Casablanca
Tél: 0522 31.00.62
Fax: 0522 31.28.10

Imprimerie
Les Editions Maghrebines

Distribution
SAPRESS
Dossier DE PRESSE
130/64

Site web:
www.libe.ma

Journal Libération
Libération Maroc

2017
www.ojd.ma

Mots croisés

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1										
2										
3										
4										
5										
6										
7										
8										
9										
10										

HORIZONTALEMENT

- 1- Suite naturelle
- 2- Un qui est passé – Renvoi – Dans latin
- 3- Langue de Zamenhof
- 4- Promenade – Intenté
- 5- Avertir – Trois sur quatre
- 6- Défini – Enchanté
- 7- Forme d'en – Hériter
- 8- Entre les roues – Eclou
- 9- Amon – Fugue musicale
- 10- Amidonné – Premier mot du Coran

VERTICALEMENT

- 1- Bague à armoiries
- 2- Désœuvrée – Ce drôle d'oncle
- 3- Rounds
- 4- Lisières – Pari
- 5- Bramer – Abréviation de commerce
- 6- Attacha – Biffure
- 7- Attaché à un autre organe – Blessé
- 8- Deux font soigné – Thallium
- 9- Moque – Sous du Pérou
- 10- Personnel - Portes

Solution mots croisés d'hier

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
1	E	S	O	T	E	R	I	S	M	E
2	T	E	M	E	R	I	T	E		P
3	I	C	A	R	E		A	C	T	E
4	N	O	N		S	E	L		R	I
5	C	U		M	I	L	I	T	E	R
6	E	R	G		P	I	E	U	S	E
7	L	I	A	N	E	S		E	S	
8	A	R	G	I	L	E	U	S	E	S
9	N		N		E	N	S		N	U
10	T	R	E	S		T	E	N	T	E

Grilles de sudoku

Facile

5	4	7		3				
8			4	1			5	
2	9			6	8	7	3	
						9	2	7
3								6
4	7	2						
	5	8	2	9			7	3
	2			8	4			5
				7		8	1	2

Moyen

4		1			9			
							3	
	5	7		8	1			
	4	9		3		5		
3			9	8				1
		8		4		7	3	
			6	7		4	9	
		3						
			5			1		6

Difficile

7				8				
		8	9	4				5
	9	3		7				
		7		9		1	2	
	6	9		2		4		
				3		8	9	
1				6	9	2		
			2					1

Expert

	8			1	2			
3	4				5			
		6	4					5
		9						8
4	1						3	2
8					9			
6				4	2			
			1				9	3
			3	9			6	

Rappel des règles

Remplir chaque carré de 9 cases par des chiffres allant de 1 à 9. Aucun de ces chiffres ne doit apparaître deux fois dans la même case, la même ligne ou la même colonne.

Solution sudoku d'hier

Facile

9	5	2	3	7	4	8	6	1
3	8	7	6	1	5	2	4	9
4	6	1	2	9	8	3	7	5
1	9	4	8	2	6	7	5	3
6	2	5	1	3	7	4	9	8
8	7	3	5	4	9	6	1	2
2	3	9	7	6	1	5	8	4
7	4	8	9	5	3	1	2	6
5	1	6	4	8	2	9	3	7

Moyen

3	9	4	7	1	6	8	2	5
7	6	2	8	5	9	3	1	4
1	8	5	2	4	3	6	7	9
6	4	8	9	7	1	5	3	2
2	3	7	6	8	5	9	4	1
9	5	1	4	3	2	7	8	6
5	2	3	1	6	7	4	9	8
8	7	9	5	2	4	1	6	3
4	1	6	3	9	8	2	5	7

Difficile

4	9	8	2	5	3	6	1	7
5	1	3	4	6	7	8	2	9
2	7	6	1	8	9	4	3	5
6	2	9	5	7	1	3	4	8
7	5	4	8	3	2	9	6	1
3	8	1	6	9	4	7	5	2
9	4	7	3	2	5	1	8	6
8	3	5	7	1	6	2	9	4
1	6	2	9	4	8	5	7	3

Expert

9	5	4	2	1	6	3	7	8
3	1	8	5	7	9	4	6	2
6	7	2	3	4	8	5	9	1
8	3	1	7	2	5	9	4	6
7	2	6	8	9	4	1	3	5
5	4	9	6	3	1	2	8	7
2	8	3	9	5	7	6	1	4
1	6	5	4	8	3	7	2	9
4	9	7	1	6	2	8	5	3

المملكة المغربية
Royaume du Maroc



وزارة الفلاحة والصيد البحري والتنمية القروية والمياه والغابات

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts
قطاع المياه والغابات

Département des Eaux et Forêts

Direction Régionale des Eaux et Forêts et de la Lutte Contre la Désertification de Rabat-Sale-Zemmour-Zears.
Direction Provinciale des Eaux et Forêts et de la Lutte Contre la Désertification de Rabat.

OBJET: Avis d'annulation de l'appel d'offres n°25/2020.

Le Directeur Provincial des Eaux et Forêts et de la Lutte Contre la Désertification de Rabat, informe le public que l'appel d'offres n°25/2020 prévu le 13/04/2020 à 11h et publié dans le journal Libération sous le numéro 8970 le 23/03/2020, est annulé.

Le reste sans changement.

N° 3194/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU TRANSPORT,
DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU

DIRECTION PROVINCIALE DE TAOUNATE

Avis rectificatif de l'appel d'offre ouvert N° 14/2020

Objet : Travaux d'élargissement et de renforcement de l'EX RR 419 du PK56+246 au PK103+300 dépendant de la DPETLE de Taounate

Le Directeur Provincial de l'Équipement, du Transport, de la Logistique et de l'Eau de Taounate porte à la connaissance des soumissionnaires que l'appel d'offres n° 14/2020 du 29/04/2020 à 11h, a été modifié comme suit:

- Le cautionnement provisoire est fixé à : **Un Millions Trois Cent Mille Dirhams, 00 Cts (1 300 000,00 Dh)**, Au lieu d'**Un Millions Trois Cent Mille Cent Dirhams, 00 Cts (1 300 000,00 Dh)**.

Le reste est inchangé.

N° 3196/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DU TRANSPORT,
DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU

DIRECTION PROVINCIALE DE TAOUNATE

Avis rectificatif de l'appel d'offre ouvert N° 16/2020

Objet : Réalisation des essais de contrôle et suivi de la qualité des Travaux de renforcement de la RP5334 du PK0+000 au PK16+500 dépendant de la DPETLE de Taounate

Le Directeur Provincial de l'Équipement, du Transport, de la Logistique et de l'Eau de Taounate porte à la connaissance des soumissionnaires que l'appel d'offres n° 16/2020 du 20/04/2020 à 10h, a été modifié comme suit:

- Chaque concurrent est tenu de fournir une copie certifiée conforme à l'originale du certificat de qualification et classification suivante:

Activité	Catégorie	Qualifications exigées
CQ	3	CQ.3 et CQ.7

Le reste est inchangé.

N° 3197/PA

المملكة المغربية
Royaume du Maroc



وزارة الفلاحة والصيد البحري والتنمية القروية والمياه والغابات

Ministère de l'Agriculture, de la Pêche Maritime, du Développement Rural et des Eaux et Forêts
قطاع المياه والغابات

Département des Eaux et Forêts

Direction Régionale des Eaux et Forêts et de la Lutte Contre la Désertification de Rabat-Sale-Zemmour-Zears.
Direction Provinciale des Eaux et Forêts et de la Lutte Contre la Désertification de Rabat.

OBJET: Avis rectificatif et de report d'appel d'offres n°27/2020.

Le Directeur Provincial des Eaux et Forêts et de la Lutte Contre la Désertification de Rabat informe le public que l'appel d'offres n°27/2020, prévu le 14/04/2020 à 10h du matin et publié le 23/03/2020 sous le numéro 8970 est reporté pour le 06/05/2020 à 10h et modifié comme suit :

Appel d'offre n°27/2020	Objet de rectification
Ancien	Travaux de regarnis et d'entretiens des plantations anciennes de Chêne liège aux niveaux des parcelles AVI4, AVI2 et AV2 (Ilots 1, 2 et 3), Forêt de Maamora, sur une superficie de 62.5 ha, Commune de Aneur, Préfecture de Salé, DPEFLCD Rabat
Nouveau	Travaux de regarnis et d'entretiens des plantations anciennes de Chêne liège aux niveaux des parcelles AVI4, AVI2 et AV2 (Ilots 1 et 2), Forêt de Maamora, sur une superficie de 62.5 ha, Commune de Aneur, Préfecture de Salé, DPEFLCD Rabat.

Le reste sans changement.

N° 3195/PA

Royaume du Maroc
Ministère de l'Équipement du
Transport de la Logistique et de
l'Eau
Direction Provinciale de
Mohammedia

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT N° 06/2020

Le 30/04/2020 à 11 Heures, il sera procédé dans les bureaux de Monsieur le Directeur Provincial de l'Équipement, du Transport, de la Logistique et de l'Eau de Mohammedia sis à 14 Avenue des FAR Mohammedia à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres des prix pour : **Contrôle de qualité des travaux de dédoublement de la RN1 du PK326+100 au PK331+100, dans la préfecture de Mohammedia**

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au bureau des marchés de la Direction Provinciale de l'Équipement, du Transport, de la Logistique et de l'Eau de Mohammedia, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics (www.marchespublics.gov.ma).

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de **cinq mille dirhams (5000.00dhs)**.

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de : **Trois cent cinquante-deux mille cinq cent quatre –vingt-quatre dirhams, zéro centimes TTC (352584,00 dhs TTC)**.

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27,29 et 31 du décret n° 2-12-349 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- ✓ Soit envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité;
- ✓ Soit déposer contre récépissé leurs plis au bureau des marchés de la Direction provinciale de l'Équipement, du Transport de la Logistique et de l'Eau de Mohammedia à l'avenue des FAR Mohammedia
- ✓ Soit les remettre au président de la commission d'Appel d'Offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- ✓ Soit le dépôt des plis et des offres des concurrents peuvent être effectués par voie électronique dans le portail des marchés publics

- Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 9 du règlement de consultation.

Pour les entreprises installées au Maroc :

Produire la copie certifiée conforme à l'original du certificat de qualification et de classification

Catégorie	Activité	Qualification
2	CQ	CQ3, CQ4 et CQ5

Pour les entreprises non installées au Maroc doivent fournir le dossier technique tel que prévu par l'article 9 du règlement de consultation.

N° 3198/PA

ROYAUME DU MAROC
 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
 ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
 ACADEMIE REGIONALE DE L'ÉDUCATION ET DE FORMATION REGION GUELMIM
 OUED NOUN
 DIRECTION PROVINCIALE TANTAN
 AVIS à l' APPEL D'OFFRE OUVERT SEANCE A HUIT CLOS
 (Conformément au dispositions du circulaire du ministre de l'Economie , des Finances et de la Réforme de l'Administration N° : C9/20/DEPP du : 31 Mars 2020)
 AOO 02/EXP/2020
 Il sera procédé le 04/05/2020 à 10H00 dans la salle des réunions de la direction provinciale de Tan-Tan relevant de l'Académie Régionale de l'Éducation et de Formation Guelmim Oued Noun, sise à : Av la Plage, Tan-Tan, à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offre sur offre de prix concernant : L'Achat de denrées alimentaires destinées aux cantines scolaires des établissements de l'enseignement primaire relevant de la Direction Provinciale Tan-Tan AREF GUELMIM OUED NOUN. LOT UNIQUE.
 L'estimation globale toutes taxes comprises est fixée à la somme de : 719 954.95 Dhs (Sept Cent Dix Neuf Mille Neuf Cent Cinquante Quatre

Dirhams , 95 Cts)
 Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : 60 000.00 DH (Soixante Mille Dirhams).
 Fournir des Attestations de références supérieures à 35% de l'estimation de cet appel d'offre
 Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé à titre exceptionnel à partir du portail des marchés de l'Etat seulement : www.marchespublics.gov.ma
 Le contenu ainsi que la présentation des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret N° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics , et aux dispositions du circulaire du ministre de l'Economie , des Finances et de la Réforme de l'Administration N° : C9/20/DEPP du : 31 Mars 2020
 Les concurrents peuvent :
 - soit déposer contre récépissé leurs plis au bureau des marchés à la direction provinciale du MEN&FP à sidi Ifni
 - soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au service précité.
 - soit les remettre directement au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
 - Soit soumissionné électroniquement sur le portail des marchés : www.marchespublics.gov.ma.
 Les échantillons, exigés par le dossier d'Appel d'offres doivent être dépo-

sés au bureau des marchés au sein de la direction provinciale Tan-Tan relevant de l'AREF GON, au plus tard le 01/05/2020 à 15H00 (Date et Heure limite du dépôt).
 Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 6 du règlement de la consultation.
N° 3201/PA
 ROYAUME DU MAROC
 MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE
 ACADEMIE REGIONALE DE L'ÉDUCATION ET DE FORMATION REGION GUELMIM
 OUED NOUN
 DIRECTION PROVINCIALE TANTAN
 AVIS à l' APPEL D'OFFRE OUVERT SEANCE A HUIT CLOS
 (Conformément au dispositions du circulaire du ministre de l'Economie , des Finances et de la Réforme de l'Administration N° : C9/20/DEPP du : 31 Mars 2020)
 AOO 03/EXP/2020
 Il sera procédé le 04/05/2020 à 11H00 dans la salle des réunions de la direction provinciale de Tan-Tan relevant de l'Académie Régionale de l'Éducation et de Formation Guelmim Oued Noun, sise à : Av la Plage, Tan-Tan, à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offre sur offre de prix concernant : Achat de produits alimentaires au profit de l'internat

Collège AL MASSIRA AL KHADRA DP de Tan-Tan / AREF GON
 L'estimation globale toutes taxes comprises est fixée à la somme de : 479 996,23 Dhs (Quatre Cent Soixante Dix Neuf Mille Neuf Cent Quatre Vingt Seize Dirhams , 23 Cts)
 Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : 80 000.00 DH (Quatre Vingt Mille Dirhams).
 Fournir des Attestations de références supérieures à 50% de l'estimation de cet appel d'offre
 Le dossier d'appel d'offres peut être téléchargé à titre exceptionnel à partir du portail des marchés de l'Etat seulement : www.marchespublics.gov.ma
 Le contenu ainsi que la présentation des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret N° 2-12-349 du 08 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics , et aux dispositions du circulaire du ministre de l'Economie , des Finances et de la Réforme de l'Administration N° : C9/20/DEPP du : 31 Mars 2020
 Les concurrents peuvent :
 - soit déposer contre récépissé leurs plis au bureau des marchés à la direction provinciale du MEN&FP à sidi Ifni
 - soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au service précité.
 - soit les remettre directement au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance

et avant l'ouverture des plis.
 - Soit soumissionné électroniquement sur le portail des marchés : www.marchespublics.gov.ma.
 Les échantillons, exigés par le dossier d'Appel d'offres doivent être déposés au bureau des marchés au sein de la direction provinciale Tan-Tan relevant de l'AREF GON, au plus tard le 01/05/2020 à 15H00 (Date et Heure limite du dépôt).
 Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 6 du règlement de la consultation.
N° 3202/PA
 Royaume du Maroc
 Ministère de l'intérieur
 Province Chtouka
 Ait Baha
 Commune Ait Baha
 AVIS DE LA CONSULTATION ARCHITECTURALE
 N° 05/2020
 Le Mardi 05 Mai 2020 à 11 heures, il sera procédé, dans le Bureau de Monsieur le Président de la Commune d'AIT BAHA au siège de la Commune d'AIT BAHA, à l'ouverture des plis des architectes relatifs à la consultation architecturale concernant la réalisation de l'ETUDE ARCHITECTURALE ET SUIVI DU PROJET DE MISE A NIVEAU DU SOUK DE LA VILLE AIT BAHA.
 LOT : AMENAGEMENT INTERIEUR DU SOUK
 Le dossier de la consultation architecturale peut être retiré au bureau des marchés au siège de la Commune d'AIT BAHA. Il peut également être télé-

chargé à partir du portail des marchés publics www.marchespublics.gov.ma
 Le budget prévisionnel maximum, hors taxes, pour l'exécution des travaux à réaliser est : 5.000.000,00 dhs (Cinq Million de Dirhams Hors taxe.)
 Le contenu, ainsi que la présentation des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 100, 101 et 102 du décret n°2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.
 Les architectes peuvent :
 • soit déposer, contre récépissé, leurs plis dans le bureau des Marchés au siège de la Commune d'AIT BAHA;
 • soit envoyés, par courrier recommandé avec accusé de réception, au bureau précité ;
 • soit les remettre au président du jury de la consultation architecturale au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
 • soit les déposer électroniquement avant l'ouverture des plis, conformément aux dispositions de l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 20-14 du 4 septembre 2014 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.
 Il est prévu une visite des lieux obligatoire le mercredi 22 avril 2020. à 10 heures.
 Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 8 du règlement de la consultation architecturale.
N° 3203/PA

ROYAUME DU MAROC

OFFICE NATIONAL DE L'ELECTRICITE ET L'EAU POTABLE
 BRANCHE EAU
 Direction Régionale des Provinces Sahariennes

REPORT N° 1

La Direction Régionale des Provinces Sahariennes de l'ONEE – Branche Eau, sise à Laâyoune informe que la date de l'ouverture des plis de l'appel d'offres ci-après sera **reportée**.

AO 01 DR8/D/2020	AEP de la ville de Laâyoune, Travaux de raccordement des stations monoblocs
-------------------------	--

Les plis des concurrents, établis et présentés conformément aux prescriptions du règlement de la consultation, doivent être :

- soit déposés contre récépissé au Bureau d'Ordre de la Direction Régionale des Provinces Sahariennes de l'ONEE- Branche Eau Quartier Administratif, BP N° 22, Avenue de la Mecque – Laâyoune. avant la date et l'heure fixées pour la séance d'ouverture des plis.
- soit envoyés par courrier recommandé avec accusé de réception au Bureau d'Ordre de la Direction Régionale des Provinces Sahariennes de l'ONEE- Branche Eau Quartier Administratif, BP N° 22, Avenue de la Mecque – Laâyoune avant la date et heure de la séance d'ouverture des plis.
- soit remis au président de la commission d'appel d'offres en début de la séance publique d'ouverture des plis.

L'ouverture publique des plis aura lieu le **23 Avril 2020** à partir de **10 h**, au lieu du **10 Avril 2020** à la Direction Régionale des Provinces Sahariennes de l'ONEE- Branche Eau.

N° 3199/PC


DIRECTION PROVINCIALE DE TANTAN
AVIS DES CONSULTATIONS ARCHITECTURALES

Il sera procédé au siège de la de la direction provinciale de TANTAN relevant de l'Académie Régionale de l'Éducation et de Formation région Guelmim Oued Noun à l'ouverture des plis relatifs aux consultations architecturales suivantes :

N° CA	OBJETS	BUDGET PREVISIONNEL HORS TAXES, POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX A REALISER EN DHS	DATE ET HEURS D'OUVERTRE DES PLS
CA02/2020	Etudes, conception architecturale et suivi des travaux de construction de 02 deux classes d'enseignement à l'école primaires AL MOURABITINE DP TANTAN	442 000.00 dhs <i>Quatre Cent Quarante Deux Mille Dirhams</i>	04/05/2020 à 12H 00
CA03/2020	Etudes, conception architecturale et suivi des travaux de construction de 05 classes d'enseignement préscolaire aux établissements primaires DP TANTAN	896 000.00 dhs <i>Huit Cent Quatre Vingt Seize Mille Dirhams</i>	04/05/2020 à 13H00

Les dossiers d'appel d'offres peuvent être retirés auprès du bureau des marchés au siège de la direction provinciale de TANTAN relevant de l'Académie Régionale de l'Éducation et de Formation région Guelmim Oued Noun ou téléchargés à partir du portail des marchés publics de l'état : www.marchespublics.gov.ma.
 Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n°2-12-349 relatif aux marchés publics.
 Les concurrents peuvent :

- Soit déposer contre récépissé leurs plis au bureau des marchés de la direction provinciale de TANTAN relevant de l'Académie Régionale de l'Éducation et de Formation région Guelmim Oued Noun avenue de la plage TANTAN;
- Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;
- Soit les remettre au Président de la Commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues à l'article 7 du règlement de la consultation architecturale.

N° 3200/PA

Royaume du Maroc
Ministère de l'Intérieur
Province de Taroudant
Cercle Taliouine
Commune Territoriale
Iguidi
Avis d'appel d'offres
ouvert
N° 6/IG/2020

Le 11 mai 2020 à 11h00, il sera procédé, au siège de la commune territoriale Iguidi, cercle Taliouine, province de Taroudant, à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres ouvert sur offres de prix pour : Travaux de construction d'un bassin d'accumulation des eaux pour l'irrigation au Douar Tanemagalte, commune territoriale Iguidi, province de Taroudant.

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré à la commune territoriale Iguidi, cercle Taliouine, province de Taroudant, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés de l'Etat : www.marchespublics.gov.ma, selon les conditions prévues à l'article 19 du décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 Mars 2013) fixant les conditions et les formes de passation des marchés de l'Etat ainsi que certaines règles relatives à leur gestion et à leur contrôle.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : Cinq mille dirhams (5.000,00 DH).

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de : Cent quarante et un mille dirhams, 00 centimes TTC (141.000,00 DH TTC).

Le contenu ainsi que la présentation des dossiers doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n° 2-12-349 du 8 jourmada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :
- soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau d'ordre de la commune territoriale Iguidi, cercle Taliouine, province de Taroudant ;
- soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;
- soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis ;
- soit déposer leurs plis par voie électronique dans le portail des marchés de l'Etat : www.marchespublics.gov.ma conformément à l'arrêté du ministre de l'Economie et des Finances n° 20-14 du 4 septembre 2014.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues dans le règlement de consultation.

Une visite des lieux non obligatoire sera tenue le 4 mai 2020 à 11h00. Le départ à la visite du lieu est fixé au siège de la commune territoriale Iguidi, cercle Taliouine, province de Taroudant.

N° 3204PA

Royaume du Maroc
Ministère
de l'Agriculture,
de la Pêche Maritime, du
Développement Rural et
des Eaux et Forêts
Département des Eaux
et Forêts
Direction Régionale des
Eaux et Forêts
et de la Lutte Contre la
Desertification
du Sud-ouest
AVIS D'APPEL
D'OFFRES OUVERT
N°01/2020/
DREFLCDSO

(Réservé pour les Petites et moyennes entreprises)
Le 04 du mois de mai 2020 à 10 h 00 mn, il sera procédé dans la salle de réunion de la Direction Régionale des Eaux et Forêts et de la Lutte Contre la Désertification du Sud-Ouest à Agadir, l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres de prix pour : La fourniture d'aliment 306 tonnes destinée à nourrir les animaux herbivores des réserves animalières de Rokein et Arrouaïss au Parc National de Souss Massa, Commune rurale de Sidi Bibi, Province de Chtouka Ait Baha.

Le dossier d'appel d'offres peut être retiré au bureau de la Comptabilité et des marchés au siège de la Direction Régionale des Eaux et Forêts et de Lutte Contre la Désertification du Sud-Ouest, sise à la Cité Administratif à Agadir. Il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés publics de l'Etat. WWW.marchespublics.gov.ma

Le montant du cautionnement provisoire est fixé à la somme de : Vingt Mille dirhams

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE DE L'EQUIPEMENT,
DU TRANSPORT,
DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU
DIRECTION PROVINCIALE DE L'EQUIPEMENT,
DU TRANSPORT,
DE LA LOGISTIQUE ET DE L'EAU DE TAZA.

AVIS RECTIFICATIF

Messieurs les entrepreneurs sont informés que l'appel d'offres ouvert sur offre de prix n° 08/2020 relatif à la réalisation des travaux de traitement des points d'affaissement au niveau des lots 1 et 2 de la voie express TAZA-AI HOCEIMA relevant de la DPETLE de TAZA.- PROVINCE DE TAZA, publié au journal Libération le 11 Mars 2020 sous n° 8961, prévu le 14 Avril 2020 à 10 h, est reporté pour le 05 Mai 2020 à la même heure.

N° 3207/PA

(20.000,00 Dhs)
L'estimation des coûts des prestations est fixée à la somme de : Neuf Cent Quatre Vingt Dix Neuf Mille- Neuf Cent Dirhams (999.900,00 DHS) toutes taxe comprise.

Le contenu ainsi que la présentation des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27,29, 31et 148 du décret n° 2.12.349 du 08 Jourmada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics tel qu'il a été modifié et complété par le décret n° 2.19.69 du 24 Mai 2019:

*Soit déposer contre récépissé leurs plis au bureau d'ordre au siège de la Direction Régionale des Eaux et Forêts et de la Lutte Contre la Désertification du Sud-Ouest sise à la Cité Administratif à Agadir

- Soit les envoyer, par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité.

-Soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

*Soit déposer, leurs plis, par voie électronique à partir du portail des marchés publics de l'Etat. en application des dispositions de l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 20-14 du 8 kaada1435 (4 Septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics

En application des dispositions de l'article 6 de l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 3011-13 du 30 octobre 2013 portant application de l'article 156 du Décret n° 2-12-349 du 08 jourmada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics tel qu'il a été modifié et complété par le décret n° 2.19.69 du 24 Mai 2019 , le présent appel d'offres est réservé à la petite et moyenne entreprise, des coopéra-

tives, des unions de coopératives et des autoentrepreneurs.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 9 du Règlement de Consultation..

N° 3205/PA

ROYAUME DU MAROC
MINISTERE
DE L'INTERIEUR
WILAYA
MARRAKECH-SAFI
PREFECTURE DE
MARRAKECH
CERCLE BOUR
CAIDAT HARBIL
COMMUNE HARBIL
DIRECTION DES SERVICES COMMUNAL
SERVICE TECHNIQUE
AVIS D'APPEL
D'OFFRES OUVERT
N :04/2020

Le : 04/05/2020 ;a 10h 30mn il sera procédé dans les bureaux de monsieur le président de la commune Harbil , à l'ouverture des plis relatifs à l'appel d'offres sur offres

de prix pour :
- ACHAT DE CARBURANTS ET LUBRIFIANTS POUR LE COMPTE DE LA COMMUNE HARBIL
Le dossier d'appel d'offres peut être retiré du bureau de service technique de la commune Harbil, il peut également être téléchargé à partir du portail des marchés de l'Etat : www.marchespublics.gov.ma.

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : Quarante Mille Dirhams (40 000.00 dh)

L'estimation des coûts des prestations établie par le maître d'ouvrage est fixée à la somme de :1 368 480.00 Dirhams (Un Million Trois Cent Soixante Huit Mille Quatre Cent Quatre Vingt Dhs 00 Cts).

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doit être conformes aux dispositions des arti-

cles 27 et 29 et 31 du décret n°2-12-349 du 8 Jourmada I1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés Publics

Les concurrents peuvent :
- soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception.
- soit déposer contre récépissé leurs plis dans le bureau d'ordre de la commune Harbil ;
- soit les remettre au président de la commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.

- Soit les envoyer par courrier électronique suivant les dispositions de l'arrêté du ministre de l'économie et des finances n° 20-2014 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par l'article 05 du règlement de consultation

N° 3206/PA



DIRECTION PROVINCIALE D'ASSA ZAG

AVIS DES CONSULTATIONS ARCHITECTURALES

Il sera procédé au siège de la Direction provinciale d'ASSA ZAG relevant de l'Académie Régionale de l'Éducation et de la Formation région Guelmim Oued Noun à l'ouverture des plis relatifs aux consultations architecturales suivants :

N° CA	OBJETS	BUDGET PREVISIONNEL HORS TAXES, POUR L'EXECUTION DES TRAVAUX A REALISER EN DHS	DATE ET HEURS D'OUVERTRE DES PLIS
01/2020/CA.DP. ASSA-ZAG	Etudes, Conception Architecturale Et Suivi Des Travaux De Construction De 10 Salles D'enseignement Préscolaire, Relevant De La Direction Provinciale D' ASSA-ZAG AREF GUELMIM OUED NOUN.	1 791 667,00 Un Million Sept Cent Quatre-Vingt-Onze Mille Six Cent Soixante-Sept Dirhams Et 00 CTS HT	30/04/2020 à 09 H 00.
02/2020/CA.DP. ASSA-ZAG	Etudes, Conception Architecturale Et Suivi Des Travaux De Construction De Construction D' Ecole Primaire Moulay Al Hassan , Relevant De La Direction Provinciale D' ASSA-ZAG AREF GUELMIM OUED NOUN.	5 833 334,00 Cinq Millions Huit Cent Trente-Trois Mille Trois Cent Trente-Quatre Dirhams Et 00 CTS HT	30/04/2020 à 10 H 00.
03/2020/CA.DP. ASSA-ZAG	Etudes, Conception Architecturale Et Suivi Des Travaux De Construction Du Trois Classes Scolaires Au Sein Du Collège ALMASSIRA ALKADRAA Relevant De La Direction Provinciale ASSA ZAG-AREF GON.	500 000,00 Cinq Cent Mille Dirhams Et 00 CTS HT	30/04/2020 à 11 H 00.
04/2020/CA.DP. ASSA-ZAG	Etudes, Conception Architecturale Et Suivi Des Travaux De Construction D'une Administration Au Sein Du S/S AOUINT AIT OUSSA Relevant De La Direction Provinciale ASSA ZAG-AREF GON.	333 334,00 Trois Cent Trente-Trois Mille Trois Cent Trente-Quatre Dirhams Et 00 Cts Ht	30/04/2020 à 12 H 00.

Les dossiers d'appel d'offres peuvent être téléchargés à partir du portail des marchés publics de l'état : www.marchespublics.gov.ma.

Le contenu, la présentation ainsi que le dépôt des dossiers des concurrents doivent être conformes aux dispositions des articles 27, 29 et 31 du décret n°2-12-349 relatif aux marchés publics.

Les concurrents peuvent :

- Soit déposer contre récépissé leurs plis au bureau des marchés de la direction provinciale d'ASSA ZAG relevant de l'Académie Régionale de l'Éducation et de la Formation région Guelmim Oued Noun;
- Soit les envoyer par courrier recommandé avec accusé de réception au bureau précité ;
- Soit les remettre au Président de la Commission d'appel d'offres au début de la séance et avant l'ouverture des plis.
- Soit les envoyer par voie électronique conformément à l'article 7 de l'arrêté du Ministre de l'économie et des finances n° :20-14 du 04/09/2014.

Les pièces justificatives à fournir sont celles prévues par les articles 7 et 8 du règlement de la consultation architecturale du projet en question.

N° 3208/PA